

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Financière IDAT

Société par actions simplifiée au capital de 1.941.417 euros
12, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris
402 556 716 R.C.S. Paris

Exercice social du 1er janvier au 31 décembre 2025

Comptes sociaux et consolidés approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 29 mai 2026

Partie A. — Comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025**Rapport de présentation de comptes****Compte rendu des travaux du professionnel de l'expertise comptable**

Conformément à nos accords, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de la société SAS FINANCIERE IDAT relatifs à l'exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en Euros
Total bilan	352 004 474
Total des ventes	286 934
Résultat net comptable (Bénéfice)	33 726 724

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à PARIS Le 20/04/2026

NOURY PHILIPPE EXPERT-COMPTABLE

I — Bilan**Bilan actif**

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	140 000	140 000		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours	452 532	175 727	276 806	379 112
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	240 462 224	811 011	239 651 213	229 122 987
Créances rattachées aux participations	46 818 695		46 818 695	44 840 439
Autres titres immobilisés	11 085 574	1 082 804	10 002 770	9 154 496
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total actif immobilisé	298 959 025	2 209 542	296 749 484	283 497 034
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				

Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	2 148 690		2 148 690	124 345
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	49 662 400	134 939	49 527 461	23 095 103
Disponibilités	3 403 397		3 403 397	30 436 611
Charges constatées d'avance (3)	812		812	781
Total actif circulant	55 215 299	134 939	55 080 360	53 656 841
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	174 631		174 631	
Total général	354 348 955	2 344 481	352 004 474	337 153 875
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux Propres		
Capital	1 941 417	1 941 417
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	19 892 398	19 892 411
Ecart de réévaluation	760	760
Réserves légale	194 142	194 142
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	59 822	59 822
Autres réserves	295 020 146	245 567 747
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Bénéfice ou Perte)	33 726 724	49 452 399
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total capitaux propres	350 835 409	317 108 698
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	174 631	
Provisions pour charges		
Total provisions pour risques et charges	174 631	
Dettes (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	130 927	451 206
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	851 896	821 320
Dettes fiscales et sociales	153	18 772 650
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	11 459	
Produits constatés d'avance (1)		
Total dettes	994 434	20 045 176
Ecarts de conversion passif		
Total général	352 004 474	337 153 875
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)		
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)		286 934	286 934	270 984
Chiffre d'affaires net		286 934	286 934	270 984
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			5 259	
Total produits d'exploitation (I)			292 193	270 984
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 202 231	1 707 252
Impôts, taxes et versements assimilés			13 449	43 689
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			39 984	39 984
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
- Autres charges				
Total charges d'exploitation (II)			2 255 664	1 790 925
Résultat d'exploitation (I-II)			-1 963 471	-1 519 941
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			31 995 796	31 550 343
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			1 217 305	837 915
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 297 919	4 065 245
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			937 681	1 323 743
Différences positives de change			562 061	1 503 955
Produits nets successions de valeurs mobilières de placement			357 603	4 598 639
Total produits financiers (V)			36 368 364	43 879 839
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			864 112	884 978
Intérêts et charges assimilées (4)			8 755	117 302
Différences négatives de change			536 013	391 226
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 477 399	
Total charges financières (VI)			2 886 279	1 393 506
Résultat financier (V-VI)			33 482 085	42 486 333
Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			31 518 614	40 966 392

Compte de résultat (suite)

	31/12/2025	31/12/2024
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	4 697 716	26 106 951
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	4 697 716	26 106 951
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	60 960	3 129
Sur opérations en capital	1 978 916	15 160 941
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	2 039 876	15 164 070
Résultat exceptionnel (VII-VIII)	2 657 840	10 942 881

Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	449 730	2 456 874
Total des produits (I+III+V+VII)	41 358 274	70 257 774
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	7 631 550	20 805 375
Excédent ou insuffisance	33 726 724	49 452 399
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que les comptes font apparaître un bénéfice de 33.726.723,94 euros,

approuve la proposition du président, et décide d'affecter ledit bénéfice soit 33.726.723,94 euros, comme suit :

- autres réserves : 33.726.723,94 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 *bis* du Code général des impôts, que les dividendes suivants ont été distribués au titre des trois exercices précédents de la Société :

Exercice	Dividendes	Dividendes éligibles à l'abattement de 40%
31 décembre 2024	60.000.000 €	60.000.000 €
31 décembre 2023	2.000.000 €	2.000.000 €
31 décembre 2022	Néant	Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

IV. — Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS FINANCIERE IDAT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 352 004 474 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 33 726 724 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n°2016-07.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices.

1. Changement de méthode comptable :

Le changement de réglementation comptable lié à la première application du règlement ANC n°2022-06 est constitutif d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

- * Redéfinition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes, inhabituelles et significatives;
- * Suppression de la technique du transfert de charges, les produits et charges correspondants étant désormais comptabilisés directement dans les comptes appropriés selon leur nature;
- * Modification du plan de compte et introduction d'une nouvelle nomenclature, notamment pour assurer la cohérence avec les nouvelles rubriques des états financiers;
- * Refonte des modèles d'états financiers (bilan, compte de résultat et annexes), intégrant de nouvelles rubriques et une présentation plus lisible de l'activité et de la performance.

2. Modalités de première application et comparabilité (Exercice 2024) : conformément aux dispositions transitoires, ce changement est appliqué de manière prospective à compter du 1er janvier 2025, par conséquent :

- * Absence de retraitement du résultat 2024 : les comptes de l'exercice précédent présentés à titre comparatif n'ont pas été retraités selon les nouvelles méthodes de comptabilisation. Le résultat net de l'exercice 2024 reste inchangé. Par exemple, les produits et charges qualifiés d'exceptionnels en 2024 n'ont pas été réanalysés au regard de la nouvelle définition.
- * Reclassements de présentation : la colonne comparative 2024 a fait l'objet de reclassements pour assurer la conformité avec les nouveaux modèles d'états financiers obligatoires.
- * Les principaux reclassements opérés sur la colonne 2024 sont les suivants :
 - Les charges et produits exceptionnels de l'exercice 2024 ont été regroupés respectivement sur les lignes "Charges exceptionnelles" et "Produits exceptionnels"
 - Les transferts de charges d'exploitation de l'exercice 2024 ont été reclassés dans le poste "Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions".

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : Non amortissable

* Matériel de transport : 5 ans

* Mobilier : non amortissable

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité de l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Notes sur le bilan**Actif immobilisé****Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	140 000			140 000
Immobilisations incorporelles	140 000			140 000
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	452 532			452 532
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	62 322		62 322	
- Bien reçu par Legs ou donation				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	514 855		62 322	452 532
- Participations évaluées par mise en équivalence				

- Autres participations	275 249 405	14 534 718	2 503 204	287 280 919
- Autres titres immobilisés	9 928 627	1 235 783	78 836	11 085 574
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	285 178 033	15 770 500	2 582 040	298 366 493
Actif immobilisé	285 832 887	15 770 500	2 644 363	298 959 025

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Virements de poste à poste	Virements provenant de l'actif circulant	- Acquisitions	Entrées Apports	- Créations
Ventilation des augmentations					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières			15 770 500		
Augmentations de l'exercice			15 770 500		

	Virements de poste à poste	Virements provenant de l'actif circulant	- Cessions	Sorties Scissions	- Mise hors service
Ventilation des diminutions					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			62 322		
Immobilisations financières			2 582 040		
Diminutions de l'exercice			2 644 363		

Amortissements des immobilisations

	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement						
- Fonds commercial						
- Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles						
- Terrains						
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui						
- Installations générales, agencement et aménagements des constructions						
- Installations techniques, matériel et outillage industriels						
- Installations générales, agencement et aménagements divers	5 ans		135 743	39 984		175 727
- Matériel de transport						
- Matériel de bureau et informatique, mobilier						
- Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles			135 743	39 984		175 727
Total			135 743	39 984		175 727

Notes sur le bilan

Actif circulantEtat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 48 968 197 Euros et le classement détaillé par échéances s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	46 818 695		46 818 695
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	2 148 690	2 148 690	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance			
Charges constatées d'avance	812	812	

Total	48 968 197	2 149 502	46 818 695
--------------	-------------------	------------------	-------------------

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	6 797 783
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
Divers comptes débiteurs	
Total	6 797 783

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille se monte à 47 441 554 Euros pour une valeur comptable de 44 502 040 Euros. Le montant des plus-value latentes s'élève à 3 074 479 Euros. Le montant des moins-value latentes correspondantes est de 134 965 Euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit, pour les informations principales, comme suit :

Notes sur le bilan

	Valeur historique	Valeur liquidative	Gains latents	Pertes latentes
SB PARTNERS SIF SICAV	170 000	273 700	103 700	
ORSAY MERGER ARBITRAGE	1 378 430	3 180 628	1 802 198	
BLUE LIKE AN ORANGE	621 058	798 239	177 181	
GS CORPORATES HEDGEFUND	3 577 292	3 960 256	382 964	
ODDO CAPI INDIVIDUEL	104 038	104 038		
WIZBII - OBLIGATION	199 968	199 968		
ODDO BHF MONEY MKT CI EUR	17 507 216	17 713 356	206 140	
ODDO BHF ART INT CI	9 999 999	10 138 030	138 031	
ODDO BHF IMMOBILIER CI	1 922 782	2 087 520	164 738	
VENUS DEFENSE EUROPE MAI 25	492 900	457 350		35 550
ODDO BHF TECHNOLOGY	292 600	383 732	91 132	
ODDO BHF CHINA EQUITY	4 004 568	3 905 153		99 414
GS FIXED INCOME 8385	4 231 190	4 239 584	8 394	
Total	44 502 040	47 441 554	3 074 479	134 965

Seules les moins-values latentes affectent l'exercice et sont comptabilisées sous la forme d'une dépréciation à hauteur de 134 939 Euros. Aucune compensation n'est réalisée avec des plus-values latentes.

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	140 000			140 000
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	2 060 111	627 371	1 268 635	1 893 815
Stocks et en-cours				
Créances	216 843	134 941	216 845	134 939
Total	2 416 954	762 312	1 485 480	2 168 754

Notes sur le bilan**Capitaux propres****Composition du capital social**

Capital social d'un montant de 1 941 417,00 Euros décomposé en 1 941 417 titres d'une valeur nominale de 1,00 Euros.

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	
Prélèvements sur les réserves	49 452 399
Total des origines	49 452 399
Affectations aux réserves	49 452 399
Distributions	
Autres répartitions	

Report à Nouveau	
Total des affectations	49 452 399

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2025	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2025
Capital	1 941 417				1 941 417
Primes d'émission	19 892 411			13	19 892 398
Ecart de réévaluation	760				760
Réserve légale	194 142				194 142
Réserves générales	245 567 747	49 452 399	49 452 399		295 020 146
Réserves réglementées	59 822				59 822
Résultat de l'exercice	49 452 399	-49 452 399	33 726 724	49 452 399	33 726 724
Total Capitaux Propres	317 108 698		83 179 123	49 452 412	350 835 409

Provisions

Tableau des provisions

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change		174 631			174 631
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total		174 631			174 631
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		174 631			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 994 434 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	851 896	851 896		
Dettes fiscales et sociales	153	153		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	142 385	142 385		
Produits constatés d'avance				
Total	994 434	994 434		
(*) <i>Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>				
(*) <i>Emprunts remboursés sur l'exercice</i>				
(**) <i>Dont envers les associés</i>	130 927			

Le montant des comptes courants d'associés personnes physiques s'élève à 0 Euros.

Charges à payer

	Montant
FOURN. FACT.NON PARVENUES	851 895,60
CHARGES A PAYER INT.C/C PHO	39 346,00
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	153,00
Total	891 394,60

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	812		
Total	812		

Notes sur le compte de résultat**Charges et produits d'exploitation****Honoraires des commissaires aux comptes**

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	33 780	
Total	33 780	

Autres informations**Engagements financiers****Engagements donnés**

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
CATHAY SMALL CAP III A	50 998
MOMENTUM INVEST FPCE	164 470
SICAV BLUE LIKE AN ORANGE	298 187
GENEO CAPITAL	
SB PARTNERS	
IP AFRIQUE	12 249
JEITO	25 000
D.I.I INVEST	
SOFINNOVA CROSSOVER	25 000
LAUXERA CAPITAL	25 800
IMPACT	70 000
IN VIVO	
LACI SLP	154 059
CATHAY GLOBAL HEALTHCARE	104 000
IMPACT CROISSANCE IV	75 000
SISTA FUND	187 500
VVNP FUND II SLP	330 000
WCP FONDS EREINE - SECURITE & DEFENSE	1 463 000
RAISE - INVESTIR POUR L'ENFANCE	140 000
ASTORG VIII	245 000
ODDO BHF TECHNOLOGY OPPORTUNITIES	467 400
Autres engagements donnés	3 837 663
Total	3 837 663
Dont concernant :	
Les dirigeants Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées Engagements assortis de suretés réelles	

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 941 417	1 941 417	1 941 417	1 941 417	1 941 417
Nombre d'actions ordinaires	1 941 417	1 941 417	1 941 417	1 941 417	1 941 417
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	226 792	289 262	281 167	270 984	286 934
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	48 800 341	45 111 475	36 478 476	51 510 492	34 142 869
Impôts sur les bénéfices	141 978	384 483	1 779 125	2 456 874	449 730
Participation des salariés			18 000 000		
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	48 787 404	42 833 016	35 301 577	49 452 399	33 726 724
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	25,06	23,04	17,87	25,27	17,35
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	25,13	22,06	18,18	25,47	17,37
Dividende distribué					
Personnel					
Effectif salariés					
Montant des sommes versées					

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**(Exercice clos le 31 décembre 2025)**

Aux associés

Financière IDAT

12 boulevard de la Madeleine 75009 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Financière IDAT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participations non-côtés

<i>Risque identifié</i>	<i>Notre réponse</i>
Dans le cadre de son activité de holding, la société détient un portefeuille de participations non cotées. Ces titres sont comptabilisés au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à la valeur nette comptable,	Nos travaux ont consisté à : - actualiser, par entretiens, notre compréhension des procédures mises en place par la Direction afin d'évaluer le caractère approprié des méthodes d'évaluation

<p>une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Compte tenu des encours significatifs détenus au bilan, et de la part de jugement nécessaire à la Direction pour estimer la valeur d'utilité de ces titres, nous avons considéré l'évaluation de ces titres comme un point clé de notre audit.</p> <p><i>Les titres de participation inscrits au bilan s'élèvent à 298 millions d'euros en valeur nette au 31/12/2025.</i></p> <p><i>Se référer au tableau des immobilisations en page 10 de l'annexe aux comptes annuels</i></p>	<p>utilisées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôler, par sondages, les agrégats financiers retenus dans l'estimation de la valeur d'utilité des titres en les rapprochant des bilans et comptes de résultat de clôture des entités évaluées ; - tester, sur la base d'échantillons, l'exactitude mathématique des calculs de juste valeur réalisés ; - examiner les informations relatives aux titres de participation publiées en annexe.
---	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Financière IDAT par votre assemblée générale du 30 mai 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 21 mai 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers était dans la 14^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 12^{ème} année, dont respectivement 5 années depuis que la société est devenue une entité d'intérêt public en application du 6° du III de l'article L.820-1 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

En application de la loi, nous vous signalons qu'en raison de la date de tenue des instances de gouvernance, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais légaux.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

●il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

●il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 mai 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Ridha Ben Chamek

Deloitte & Associés

Jean-Vincent Coustel

Partie B. — Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025

I. — Bilan consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Actif			
Caisse, Banques centrales, CCP		186 431	221 091
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.1	1 160 512	990 587
Instruments dérivés de couverture	2.2	23 141	29 185
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.3	2 957 611	2 010 785
Titres de dettes au coût amorti	2.4	14 586	11 155
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2.6	4 247 109	7 377 976
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2.7	4 715 777	2 242 030
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2.8	-	-
Actifs d'impôts courants et différés	2.9	49 327	64 622
Autres actifs	2.10	1 115 345	1 081 927
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2.11	57 416	55 405
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	2.12	8 700	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	2.13	183 823	211 825
Ecarts d'acquisition	2.13	73 771	73 771
Total actif		14 793 549	14 370 359
Dettes			
Banques centrales		42 332	10 338
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2.15	158 250	152 412
Instruments dérivés de couverture	2.2	14 997	16 485
Dettes envers les établissements de crédit	2.16	2 496 546	2 514 592
Dettes envers la clientèle	2.17	9 216 621	8 859 010
Dettes représentées par un titre	2.18	52 326	172 444
Passifs d'impôts courants et différés	2.9	28 564	24 889
Autres passifs	2.10	1 097 970	995 632
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	2.12	-	-
Provisions	2.19	99 713	118 591
Dettes subordonnées	2.20	154 855	167 396
Total dettes		13 362 174	13 031 789
Capitaux propres			
Capital		1 941	1 941
Primes et réserves consolidées liées au capital		867 836	810 090
Résultat de l'exercice		61 057	69 269

Sous-total		930 834	881 300
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		15 585	1 568
Total part du Groupe		946 419	882 868
Participations ne donnant pas le contrôle		484 956	455 702
Total capitaux propres consolidés		1 431 375	1 338 570
Total passif		14 793 549	14 370 359

II. — Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Intérêts et produits assimilés	3.1	304 242	422 432
Intérêts et charges assimilés	3.2	-222 304	-319 246
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	3.3	881	-36
Commissions (produits)	3.4	923 579	853 700
Commissions (charges)	3.4	-276 478	-247 174
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.5	74 054	90 184
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.6	586	-1 040
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	3.7	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Résultat net des autres activités	3.8	99 409	55 313
Produit net bancaire		903 969	854 133
Charges générales d'exploitation	3.9	-726 319	-679 962
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		-39 206	-34 303
Résultat brut d'exploitation		138 444	139 868
Coût du risque de crédit	3.10	-6 306	1 217
Résultat d'exploitation		132 138	141 085
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3.11	3 238	4 726
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.12	-790	68
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3.13	-	-
Résultat avant impôts		134 586	145 879
Impôts sur les bénéfices	3.14	-37 155	-40 099
Résultat des activités abandonnées avant impôts		-	-
Impôts sur les bénéfices des activités abandonnées		-	-
Résultat des activités abandonnées	3.15	-	-
Résultat net		97 431	105 780
Participations ne donnant pas le contrôle		-36 374	-36 511
Résultat net – part du groupe		61 057	69 269
Résultat par action (en euros)		31,45	35,68
Résultat dilué par action (en euros)		31,45	35,68

III. — Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en milliers euros)</i>	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat net	97 431	105 780
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	12 218	7 496
Ecart de conversion	887	-1 186
Variations de valeur des actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	16 480	12 315
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	17 055	11 306
<i>Reclassement en résultat</i>	-575	1 009
Pertes nettes sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	-	-
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par capitaux propres	-	-
<i>Impôts sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat</i>	-5 149	-3 633
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	11 260	-7 040
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	16 595	-9 587
Variations de valeur des actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	-	-
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	-	-
<i>Reclassement des capitaux propres recyclables</i>	-	-
<i>Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat</i>	-5 335	2 547
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	23 478	456
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	120 909	106 236

Dont part du Groupe	75 032	69 558
Dont participations ne donnant pas le contrôle	45 877	36 678

IV. — Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital				Résultat de l'exercice part du Groupe
		Primes et réserves consolidées	Elimination des titres auto détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total	
Capitaux propres au 31 Décembre 2023	1 941	797 809			797 809	75 901
Mouvements sur actions propres		-3 359			-3 359	
Opérations résultant de plans de paiement en actions		70			70	
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres						
Affectation résultat N-1		75 901			75 901	-75 901
Résultat 31/12/2024						69 269
Distribution des dividendes		-59 726			-59 726	
Mouvements sur le capital						
Variations de périmètre		-41			-41	
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi						
Autres mouvements		-564			-564	
Capitaux propres au 31 Décembre 2024	1 941	810 090			810 090	69 269
Mouvements sur actions propres		-11 928			-11 928	
Opérations résultant de plans de paiement en actions		849			849	
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres						
Affectation résultat N-1		69 269			69 269	-69 269
Résultat 31/12/2025						61 057
Distribution des dividendes		513			513	
Mouvements sur le capital						
Variations de périmètre		-451			-451	
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi						
Autres mouvements		-506			-506	
Capitaux propres au 31 Décembre 2025	1 941	867 836			867 836	61 057

(en milliers d'euros)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Ecarts de conversion	Total des Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Capitaux propres au 31 Décembre 2023	-15 045	10 035	6 290	1 280	876 931	430 324	1 307 255
Mouvements sur actions propres					-3 359	-2 327	-5 686
Opérations résultant de plans de paiement en actions					70	-3 274	-3 204
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 155			5 155	5 155	3 527	8 682
Affectation résultat N-1							
Résultat 31/12/2024					69 269	36 511	105 780
Distribution des dividendes					-59 726	-17 362	-77 088
Mouvements sur le capital							
Variations de périmètre	118	-77	-48	-7	-48	10 123	10 075
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		-4 159		-4 159	-4 159	-2 882	-7 041
Autres mouvements			-701	-701	-1 265	1 063	-202
Capitaux propres au 31 Décembre 2024	-9 772	5 799	5 541	1 568	882 869	455 702	1 338 571
Mouvements sur actions propres					-11 928	-8 128	-20 056
Opérations résultant de plans de paiement en actions					849	-2 436	-1 587
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6 740			6 740	6 740	4 590	11 330
Affectation résultat N-1							
Résultat 31/12/2025					61 057	36 375	97 432
Distribution des dividendes					513	-18 144	-17 631

Mouvements sur le capital							
Variations de périmètre	-66	40	38	12	-439	-4 912	-5 351
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		6 697		6 697	6 697	4 563	11 260
Autres mouvements			568	568	62	17 346	17 408
Capitaux propres au 31 Décembre 2025	-3 098	12 536	6 147	15 585	946 420	484 956	1 431 376

Au 31 Décembre 2025, le capital de Financière IDAT entièrement libéré s'élève à 1 941 417 € et se compose de 1 941 417 actions d'une valeur nominale de 1 €.

V. — Tableau des flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat avant impôts (hors activités abandonnées)	134 586	145 879
Résultat des activités destinées à être cédées avant impôts	-	-
Résultat avant impôts	134 586	145 879
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	39 206	34 303
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Dotations nettes aux provisions	51 306	40 333
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-3 238	-4 726
Résultat des activités destinées à être cédées	-	-
Autres mouvements	31 989	14 318
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres ajustements hors résultat	119 263	84 228
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 745 787	-1 309 642
Flux liés aux opérations avec la clientèle	2 701 403	1 474 020
Flux liés aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	-1 105 208	-47 742
Flux liés aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	36 830	-55 496
Impôts versés	-38 271	-39 671
Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-151 033	21 469
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	102 816	251 576
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-37 997	-188
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-16 953	-45 092
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-54 950	-45 280
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-14 248	-49 148
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (*)	-147 028	-1 397
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-161 276	-50 545
Effet de la variation des taux de changes sur la trésorerie et assimilée	12 912	-10 744
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-100 498	145 007
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	645 652	500 645
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	210 753	193 883
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	434 899	306 762
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	545 154	645 652
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	144 099	210 753
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	401 055	434 899
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-100 498	145 007

(*) En application de la norme IFRS 16, les flux de trésorerie liés aux Contrats de location ont été intégrés aux opérations de financement, sur la ligne « Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement ». Au 31/12/2025, ces flux s'élevaient à 21 052 K€.

VI. — Notes annexes aux comptes consolidés

Faits marquants de l'exercice

- Création de la société ODDO BHF CORPORATE FINANCE PARTNERS SCA et de ses filiales basées en Allemagne, Autriche et Suisse :

Le Groupe ODDO BHF SCA souhaite étendre sa plateforme de Corporate Finance, en particulier dans le domaine des fusions et acquisitions (M&A), en France, en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

Afin de réaliser cet objectif, la société ODDO BHF CORPORATE FINANCE PARTNERS SCA a été créée le 4 Juillet 2025. L'activité de M&A réalisée par ODDO BHF SCA a été transférée dans cette filiale, détenue à 100% par ODDO BHF SCA.

ODDO BHF CORPORATE FINANCE PARTNERS SCA a vocation à développer son activité à l'international par l'intermédiaire de filiales locales et c'est dans le respect de cet objectif que les trois filiales suivantes ont été créées, toutes trois intégralement détenues par ODDO BHF CORPORATE FINANCE PARTNERS SCA :

- ODDO CORPORATE FINANCE PARTNERS GmbH basée à Francfort, créée le 1^{er} août 2025 ;
- ODDO CORPORATE FINANCE PARTNERS GmbH basée à Vienne, créée le 6 octobre 2025 ;
- ODDO CORPORATE FINANCE PARTNERS (Schweiz) GmbH basée à Zurich, créée le 1^{er} décembre 2025.

- Transfert de la détention de ODDO BHF UK à ODDO BHF SCA :

Il a été procédé au transfert de propriété de la filiale ODDO BHF UK de ODDO BHF SE à ODDO BHF SCA en date du 1^{er} Novembre 2025.

Cette opération est sans impact aux bornes du Groupe Financière IDAT SAS.

Note 1 - Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe Financière IDAT SAS (« le

Groupe ») a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date.

Le Groupe a fait le choix, offert par les dispositions transitoires de la norme IFRS 9, de continuer à comptabiliser ses opérations de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne incluant celles relatives à la comptabilité de macro-couverture de juste valeur (IAS 39 « carve out »).

1.1 Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé a été établi en cohérence avec celui proposé par l'organisme français de normalisation comptable, l'Autorité des Normes Comptables (ANC), dans sa recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022.

Les informations présentées dans les notes annexes aux états financiers consolidés se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

Afin d'élaboration du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période, à l'exception des actions propres. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires est établi en tenant compte des droits aux dividendes des actionnaires commandités. Le bénéfice dilué par action reflète la dilution potentielle qui pourrait survenir si des actions ordinaires additionnelles sont présumées avoir été émises en vertu de plan d'options.

Connectivité entre les états financiers et l'état de durabilité

En application de l'ordonnance n°2023-1142 du 6 décembre 2023 relative à la transposition en droit français de la directive 2022/2464 de l'Union européenne du 14 décembre 2022 (Corporate Sustainable Reporting Directive) et du règlement délégué (UE) 2023/2772 du 31 juillet 2023 définissant les normes d'information en matière de durabilité (European Sustainability Reporting Standards), le Groupe a établi un état de durabilité relatif à l'exercice 2025. Des liens directs ou indirects avec les états financiers consolidés sont présentés dans l'état de durabilité lorsque des informations financières figurent dans ce dernier.

1.2 Nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2025

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et détaillés dans la Note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2024, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2025.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1er janvier 2025 :

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne
Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »	15 août 2023	12 novembre 2024

- Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »

Ces amendements précisent les situations dans lesquelles une monnaie est considérée comme convertible, ainsi que les modalités d'évaluation du cours de change d'une monnaie non convertible. Ils complètent également les informations à communiquer en annexes des états financiers lorsqu'une devise n'est pas convertible.

1.3 Normes comptables ou interprétations que le groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et amendements qui n'ont pas tous été adoptés par l'Union européenne au 31 Décembre 2025. Ils entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Ils ne sont donc pas appliqués par le Groupe au 31 Décembre 2025.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 31 Décembre 2025 :

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Date d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IFRS 9 « Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers »	30 mai 2024	1 ^{er} janvier 2026
Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7 « Contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature » (PPA et VPPA)	18 décembre 2024	1 ^{er} janvier 2026
IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »	9 avril 2024	1 ^{er} janvier 2027

- Amendements à IFRS 9 « Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers » Adoptés par l'Union européenne le 27 mai 2025.

Ces amendements apportent des clarifications sur le classement des actifs financiers et notamment sur la manière d'apprécier la cohérence des flux contractuels d'un actif financier avec un contrat de prêt basique. Ils clarifient ainsi la classification des actifs financiers ayant des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) ou similaires.

Des précisions sont également apportées pour le classement des instruments liés par contrat et des actifs financiers garantis uniquement par des sûretés réelles. Par ailleurs, ces amendements viennent préciser les modalités de décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique. De nouvelles informations sont également requises concernant les instruments de capitaux propres désignés dès l'origine pour être évalués à la juste valeur par capitaux propres, ainsi que les actifs et passifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, tels les instruments avec des facteurs ESG.

• *Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7 « Contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature » (PPA et VPPA)*
Adoptés par l'Union européenne le 30 juin 2025.

L'Union européenne a adopté des amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatifs aux contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature et dont la quantité produite se trouve soumise à un aléa de variabilité.

Les contrats concernés peuvent être dénoués :

- par livraison physique de l'électricité achetée ou vendue : power purchase agreement (PPA) ;
- par un règlement net en trésorerie pour la différence entre le prix fixé par le contrat et le prix du marché : virtual power purchase agreements (VPPA).

Ces amendements clarifient les conditions d'application de l'exemption « own use » permettant d'exclure du champ de la norme IFRS 9 les contrats PPA détenus par le Groupe.

Par ailleurs, ces amendements modifient également les modalités de désignation de l'élément couvert dans l'application de la comptabilité de couverture de flux de trésorerie aux contrats VPPA.

Ces amendements ne devraient pas avoir d'effet matériel sur les états financiers du Groupe.

• *IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »*
Publiée le 9 avril 2024.

Cette norme remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ».

Elle ne modifiera pas les règles de reconnaissance des actifs, passifs, charges et produits, ni leur évaluation ; elle ne concerne que leur présentation dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes.

Les principales modifications apportées par cette nouvelle norme concernent le compte de résultat. Ce dernier devra être structuré par des sous-totaux obligatoires et articulé en trois catégories de produits et de charges : les produits et charges d'exploitation, les produits et charges d'investissement et les produits et charges de financement.

Pour les entités dont l'investissement dans des actifs ou l'octroi de financement à ses clients constitue une de ses activités principales, telles les entités des secteurs de la banque et de l'assurance, la norme prévoit une présentation adaptée des produits et charges relatifs à ces activités au sein des produits et charges d'exploitation.

La norme IFRS 18 impose par ailleurs la présentation dans les notes annexes aux états financiers des mesures de performance alternatives définies par la Direction de l'entité et utilisées dans la communication financière (justification de l'usage de ces mesures, mode de calcul, rapprochement avec les sous-totaux imposés par la norme).

La norme fournit enfin des orientations pour l'agrégation et la désagrégation des informations quantitatives dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes. La norme IFRS 18 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027 avec un retraitement rétrospectif des comptes comparatifs. Les travaux de place relatifs aux modalités d'application de la norme IFRS 18 se poursuivent.

1.4 Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans ces comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions. Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

1.5. Principes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les comptes de ODDOBHF SCA et des principales sociétés françaises et étrangères composant le Groupe Financière IDAT SAS. Les comptes des filiales étrangères ayant été établis d'après les règles comptables des pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes comptables du Groupe Financière IDAT SAS.

1.5.1 Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont les entités contrôlées de manière exclusive par le Groupe. Ces filiales, qui peuvent être des entités structurées, sont consolidées par intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le Groupe détient le pouvoir sur l'entité (capacité de diriger ses activités pertinentes, à savoir celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité), via la détention de droits de vote ou d'autres droits ; et
- le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité ; et
- le Groupe a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il en obtient.

Existence du pouvoir

Le périmètre des droits de vote pris en considération pour apprécier la nature du contrôle exercé par le Groupe sur une entité et les méthodes de consolidation applicables intègre l'existence et l'effet de droits de vote potentiels dès lors que ces derniers sont exerçables à la date d'appréciation du contrôle ou au plus tard lorsque les décisions concernant la direction des activités pertinentes doivent être prises. Ces droits de vote potentiels peuvent provenir, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché ou du droit à convertir des obligations en actions ordinaires nouvelles.

Lorsque les droits de vote ne sont pas pertinents pour déterminer l'existence ou l'absence de contrôle d'une entité par le Groupe, l'évaluation de ce contrôle doit tenir compte de tous les faits et circonstances y compris l'existence d'un ou plusieurs accords contractuels.

Le pouvoir peut s'exercer au travers de droits substantiels, à savoir la capacité pratique de diriger les activités pertinentes de l'entité sans obstacles ni contraintes.

Certains droits ont pour but de protéger les intérêts de la partie qui les détient (droits protectifs), sans toutefois donner le pouvoir sur l'entité à laquelle les droits se rattachent.

Si plusieurs investisseurs ont chacun des droits effectifs leur conférant la capacité de diriger unilatéralement des activités pertinentes différentes, celui qui a la capacité effective de diriger les activités qui affectent le plus les rendements de l'entité, détient le pouvoir.

Exposition aux rendements variables

Le contrôle ne peut exister que si le Groupe est exposé significativement à la variabilité des rendements variables générés par son investissement ou son implication dans l'entité. Les rendements variables rassemblent toutes sortes d'expositions (dividendes, intérêts, commissions...) ; ils peuvent être uniquement positifs, uniquement négatifs, ou tantôt positifs et tantôt négatifs.

Lien entre pouvoir et rendements variables

Le pouvoir sur les activités pertinentes ne confère pas le contrôle au Groupe si ce pouvoir ne permet pas d'influer sur les rendements variables auxquels le Groupe est exposé en raison de ses liens avec l'entité. Si le Groupe dispose de pouvoirs de décision qui lui ont été délégués par des tiers externes et qu'il exerce ces pouvoirs au bénéfice principal de ces derniers, il est présumé agir en tant qu'agent des délégataires et, en conséquence, il ne contrôle pas l'entité bien qu'il soit décisionnaire. Dans le cadre des activités de gestion d'actifs, une analyse est menée pour déterminer si le gérant agit en tant qu'agent ou en tant que principal dans la gestion des actifs du fonds, ce dernier étant présumé contrôlé par le gérant si celui-ci est qualifié de principal.

Partenariats

Dans le cadre d'un partenariat (activité conjointe ou co-entreprise), le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'entité considérée si les décisions concernant les activités pertinentes de cette dernière requièrent le consentement unanime des différentes parties partageant ce contrôle. La détermination du contrôle conjoint repose sur une analyse des droits et obligations des partenaires à l'accord.

Dans le cas d'une activité conjointe ou d'une structure juridique commune (joint operation), les différentes parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Le Groupe doit alors comptabiliser de manière distincte sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs ainsi que sa quote-part dans les charges et produits afférents.

Dans le cas d'une co-entreprise (joint venture), les différentes parties ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Ces co-entreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Ces entreprises associées sont mises en équivalence dans les états financiers consolidés du Groupe. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entité sans toutefois en exercer un contrôle exclusif ou un contrôle conjoint. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations inter-entreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique. L'influence notable sur les politiques financière et opérationnelle d'une entité est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de cette entité.

La mise en équivalence est une méthode comptable qui consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster par la suite pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité émettrice qui surviennent postérieurement à l'acquisition. Le résultat net de l'investisseur comprend sa quote-part du résultat net de l'entité émettrice, et les autres éléments du résultat global de l'investisseur comprennent sa quote-part des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice.

1.5.2 Cas particuliers des entités structurées

Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ne constituent pas le facteur déterminant pour identifier qui exerce le contrôle sur cette entité. C'est le cas, par exemple, lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines caractéristiques telles qu'une activité circonscrite, un objet précis et bien défini, des capitaux propres insuffisants pour lui permettre de financer ses activités sans devoir recourir à un soutien financier subordonné.

Les entités structurées peuvent revêtir différentes formes juridiques : sociétés de capitaux, sociétés de personnes, véhicules de titrisation, organismes collectifs de placement, entités sans personnes morales.

L'analyse du contrôle d'une entité structurée doit alors tenir compte de tous les faits et circonstances et prendre notamment en considération :

- Les activités et l'objectif de l'entité,
- La structuration de l'entité,
- Les risques portés par l'entité et l'exposition du Groupe à tout ou partie de ces risques,
- Les avantages potentiels procurés au Groupe par l'entité.

Les entités structurées non consolidées sont celles qui ne sont pas contrôlées de manière exclusive par le Groupe.

Dans le cadre de la consolidation des entités structurées et contrôlées par le Groupe, les parts des entités structurées qui ne sont pas détenues par le Groupe sont enregistrées au bilan en Dettes.

1.5.3 Règles de consolidation

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes individuels des entités composant le Groupe. Les filiales arrêtant leurs comptes en cours d'année avec un décalage de plus de trois mois établissent une situation intermédiaire au 31 décembre, leurs résultats étant déterminés sur une base de douze mois. Tous les soldes, profits et transactions significatifs entre les sociétés du Groupe font l'objet d'une élimination.

Les résultats des filiales acquises sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de leur date d'acquisition effective tandis que les résultats des filiales qui ont été vendues au cours de l'exercice sont inclus jusqu'à la date à laquelle le contrôle a cessé d'exister.

1.5.4 Conversion des comptes des entités étrangères

Lorsqu'il est exprimé en devises, le bilan des sociétés consolidées est converti sur la base des cours de change officiels à la date de clôture. Les postes du compte de résultat sont convertis sur la base du cours de change moyen de la période. La différence de conversion sur le capital, les réserves, le report à nouveau et le résultat qui résulte de l'évolution des cours de change est portée en capitaux propres en *Gains ou pertes latents ou différés – Ecart de conversion*. Le résultat des opérations de couverture des investissements nets en devises dans des entités étrangères et de leurs résultats en devises viennent également en variation des réserves consolidées dans cette même rubrique.

1.5.5 Traitement des acquisitions et des écarts d'acquisition

Le Groupe utilise la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition est évalué comme le total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis, en échange du contrôle de l'entreprise acquise auxquels s'ajoutent tous les coûts directement attribuables à ce regroupement d'entreprises.

En date d'acquisition, les actifs, passifs, éléments de hors-bilan et passifs éventuels identifiables conformément à la norme IFRS 3 « regroupements d'entreprises » des entités acquises sont évalués individuellement à leur juste valeur quelle que soit leur destination. Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments, ainsi que leur correction éventuelle en cas d'informations nouvelles, peuvent intervenir dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart positif entre le coût d'acquisition de l'entité et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique *Ecart*

d'acquisition ; en cas d'écart négatif, celui-ci est immédiatement enregistré en résultat.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire de titres donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire déterminé en comparant le prix d'acquisition des titres et la quote-part d'actif net acquise.

Les écarts d'acquisition sont maintenus au bilan à leur coût historique libellé dans la devise de référence de la filiale acquise et converti sur la base du cours de change officiel à la date de clôture.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. A la date d'acquisition, chaque écart est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie devant retirer des avantages de l'acquisition. Les dépréciations éventuelles de ces écarts sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de la ou des unité(s) génératrice(s) de trésorerie à laquelle (auxquelles) ils sont rattachés. Les unités génératrices de trésorerie constituent le niveau le plus fin utilisé par la Direction afin de déterminer le retour sur investissement d'une activité. Le Groupe a retenu une segmentation en 4 principales unités génératrices de trésorerie, homogène avec le pilotage du Groupe en grands métiers. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est calculée selon la méthode la plus appropriée notamment la méthode des flux de trésorerie actualisés et appliquée globalement à l'échelle de l'unité génératrice de trésorerie, et non au niveau de chaque entité juridique.

Lorsque la valeur recouvrable de l'(des) unité(s) génératrice(s) de trésorerie est inférieure à sa (leur) valeur comptable, une dépréciation irréversible est enregistrée dans le résultat consolidé de la période sur la ligne *Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition*.

1.5.6 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes *Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées* et *Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées*.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.6 Principes comptables et méthode d'évaluation

1.6.1 Opérations en devises

En date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en Euros (monnaie fonctionnelle du Groupe) au cours comptant de la devise. Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés en résultat.

Les opérations de change à terme sont évaluées en juste valeur en utilisant le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les positions de change au comptant sont évaluées selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.6.2 Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

La norme IFRS 9 prévoit le classement des actifs financiers en trois catégories (Coût amorti, Juste valeur par résultat et Juste valeur par capitaux propres) en fonction des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou « *business model* »).

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou en valeur de marché par résultat lors de la comptabilisation initiale.

1.6.2.A Actifs financiers au coût amorti

La norme IFRS 9 regroupe sous la dénomination « Actifs financiers au coût amorti » les notes suivantes :

- Titres de dettes au coût amorti
- Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti
- Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

La catégorie « Actifs financiers au coût amorti » inclut notamment les crédits consentis par le Groupe, ainsi que les prises en pension et les titres du portefeuille de Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels et respectent le critère des flux de trésorerie.

Critère du modèle de gestion

Les actifs financiers sont gérés en vue de collecter des flux de trésorerie par la perception des paiements contractuels sur la durée de vie de l'instrument.

La réalisation de cessions proches de l'échéance de l'instrument et pour un montant proche des flux de trésorerie contractuels restant dus ou en raison d'une hausse du

risque de crédit de la contrepartie est compatible avec un modèle de gestion « collecte ». Les ventes imposées par des contraintes réglementaires ou pour gérer la concentration du risque de crédit (sans augmentation du risque de crédit) sont elles aussi compatibles avec ce modèle de gestion dès lors qu'elles sont peu fréquentes ou peu significatives en valeur.

Critère des flux de trésorerie

Le critère des flux de trésorerie est satisfait si les modalités contractuelles de l'instrument de dette donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le critère n'est pas satisfait en cas de modalité contractuelle qui expose le porteur à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels incohérents avec ceux d'un prêt non structuré ou « basique ». Il n'est également pas satisfait en cas d'effet de levier qui augmente la variabilité des flux de trésorerie contractuels.

Les intérêts représentent la rémunération de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit, ainsi qu'éventuellement la rémunération d'autres risques (risque de liquidité par exemple), des coûts (frais d'administration par exemple), et d'une marge bénéficiaire cohérente avec celle d'un prêt basique. L'existence d'intérêts négatifs ne remet pas en cause le critère des flux de trésorerie.

La valeur temps de l'argent est la composante de l'intérêt - généralement appelée composante « taux » - qui fournit une contrepartie pour le passage du temps uniquement. La relation entre le taux d'intérêt et le passage du temps ne doit pas être altérée par des caractéristiques spécifiques de nature à remettre en cause le respect du critère des flux de trésorerie.

Comptabilisation

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits.

Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti, intérêts courus non échus compris et déduction faite des remboursements en capital et intérêts intervenus au cours de la période écoulée. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit (voir 1.6.2.d DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI ET DES INSTRUMENTS DE DETTE A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES).

Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique de « Prêts et Créances » appropriée.

1.6.2.B Actifs financiers en valeur de marche par capitaux propres

Instruments de dette

Les instruments de dette sont classés en valeur de marché par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis :

- Critère du modèle de gestion : les actifs financiers sont détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »). Cette dernière n'est pas accessoire mais fait partie intégrante du modèle de gestion.

- Critère des flux de trésorerie : les principes sont identiques à ceux applicables aux actifs financiers au coût amorti. Sont notamment classés dans cette catégorie les titres du portefeuille de trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels ou d'être vendus et respectent les critères des flux de trésorerie. Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la valeur de marché et les variations de valeur de marché sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres intitulée « Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat ». De même, les pertes attendues, calculées selon les mêmes modalités que celles applicables aux instruments de dette au coût amorti et comptabilisées en coût du risque, ont pour contrepartie cette rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres recyclables sont reclassés en compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Instruments de capitaux propres

Les investissements dans des instruments de capitaux propres de type actions sont classés sur option, transaction par transaction, en instruments à la valeur de marché par capitaux propres (sous une rubrique spécifique). Lors de la cession des actions, les variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres ne sont pas constatées en résultat. Seuls les dividendes, dès lors qu'ils représentent une rémunération de l'investissement et non pas un remboursement de capital, sont comptabilisés en résultat. Ces instruments ne font pas l'objet de dépréciation.

Les parts de fonds remboursables au gré du porteur ne répondent pas à la définition d'instruments de capitaux propres. Elles ne respectent pas non plus les critères de flux de trésorerie et sont donc comptabilisées en valeur de marché par résultat.

1.6.2.C Engagements de financement et de garantie

Les engagements de financement et de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés en tant qu'instruments dérivés en valeur de marché par résultat sont présentés dans la note relative aux engagements donnés et reçus. Ils font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit. Ces dépréciations sont présentées sous la rubrique « Provisions pour risques et charges ».

1.6.2.D Dépréciation des actifs financiers au coût amorti et des instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues.

Ce modèle s'applique aux crédits et aux instruments de dette classés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, aux créances commerciales et aux actifs de contrat.

Modèle général

Le Groupe identifie trois « strates » correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« strate 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal au x pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).

- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« strate 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.

- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« strate 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle général est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des instruments pour lesquels un modèle simplifié est utilisé (voir ci-après).

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêt, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêt en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut bâlois, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés. La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Actifs financiers dépréciés

Définition

Un actif financier est déprécié et classé en « strate 3 » lorsqu'un ou plusieurs événements ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs de cet actif financier ont eu lieu.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés depuis 90 jours au moins ; la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ; les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur (voir section « Restructuration des actifs financiers »).

Modèle simplifié

Le modèle simplifié consiste à comptabiliser une provision pour dépréciation sur la base d'une perte de crédit attendue à maturité dès l'origine puis à chaque date d'arrêt. Le Groupe applique ce modèle aux créances commerciales de maturité inférieure à 12 mois.

Compte tenu du modèle utilisé, les créances commerciales sont classées dans les expositions de strate 2.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des probabilités de défaut ou des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation lorsque les paiements contractuels générés par cet actif sont en retard depuis plus de 30 jours.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition. En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (Loss Given Default - « LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default - « EAD ») actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Elles résultent du risque de défaut dans les 12 mois à venir (strate 1) ou du risque de défaut sur la durée de vie de la facilité (strate 2).

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont évaluées au sein d'un comité réunissant les départements de la gestion du risque de crédit et de la direction des risques.

Maturité

Tous les termes contractuels de l'instrument financier (y compris les remboursements anticipés, les prorogations et options similaires) sur la durée de vie sont pris en compte. Dans les rares cas où la durée de vie attendue de l'instrument financier ne peut pas être estimée de façon fiable, la durée contractuelle résiduelle doit être utilisée. La norme précise que la période maximale à considérer pour le calcul des pertes de crédit attendues est la période contractuelle maximale.

Probabilités de défaut (PD)

La Probabilité de Défaut est une estimation de la probabilité de survenance d'un défaut sur un horizon de temps donné.

La mesure des pertes de crédit attendues requiert l'estimation à la fois des probabilités de défaut à 1 an et des probabilités de défaut à maturité.

Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut est la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie attendus, actualisés au taux d'intérêt effectif (ou une approximation de celui-ci) en date de défaut. La LGD est exprimée en pourcentage de l'EAD.

Exposition en cas de Défaut (EAD)

L'exposition en cas de défaut d'un instrument est le montant résiduel anticipé dû par le débiteur au moment du défaut. Ce montant est défini en fonction du profil de remboursement attendu, et prend en compte, selon les types d'exposition, les amortissements contractuels, les remboursements anticipés attendus et les tirages attendus sur les lignes de crédit.

Prise en compte des informations de nature prospective

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Passages en pertes

Un passage en pertes consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a plus d'espoir raisonnable de recouvrement de tout ou partie dudit actif financier ou lorsqu'il a fait l'objet d'un abandon total ou partiel. Le passage en perte intervient lorsque toutes les voies de recours offertes à la Banque ont été épuisées, et dépend généralement du contexte propre à chaque juridiction.

Si le montant de la perte lors du passage en perte est supérieur à la provision pour dépréciation cumulée, la différence est enregistrée comme une perte de valeur supplémentaire en « Coût du risque ». Pour toute récupération après la sortie de l'actif financier (ou d'une partie de cet actif) du bilan, le montant reçu est enregistré comme un profit en « Coût du risque ».

Recouvrements via la mise en jeu du collatéral

Lorsqu'un prêt est sécurisé par un actif financier ou non financier reçu en garantie et que la contrepartie est en défaut, le Groupe peut décider d'exercer la garantie et, selon la juridiction, il peut alors devenir propriétaire de l'actif. Dans une telle situation, le prêt est décomptabilisé en contrepartie de l'actif reçu en garantie.

Une fois la propriété de l'actif effective, celui-ci est comptabilisé à sa valeur de marché et classé au bilan selon l'intention de gestion.

1.6.2.E Instruments financiers à la juste valeur par résultat***Portefeuille de transaction et autres actifs financiers à la juste valeur par résultat***

Le portefeuille de transaction comprend les instruments détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés.

Les autres actifs financiers en valeur de marché par résultat concernent les instruments de dette non détenus à des fins de transaction qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie. Entrent également dans cette catégorie les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la valeur de marché sont présentées sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées du portefeuille de transaction.

1.6.2.F Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Un instrument financier émis ou ses différentes composantes sont classés en tant que passif financier ou instrument de capitaux propres, conformément à la substance économique du contrat juridique.

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dette s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer de la trésorerie ou un actif financier au détenteur des titres.

Dettes envers les établissements de crédit et Dettes envers la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; compte d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bon de caisse, titres de marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode du taux d'intérêt effectif de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts au compte de résultat.

1.6.2.G Actions propres

Les actions ODDO BHF SCA détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

1.6.2.H Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe a fait le choix, offert par les dispositions transitoires de la norme, de continuer à comptabiliser ses opérations de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan parmi les actifs ou passifs financiers. A l'exception des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie (voir ci-après), les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés incorporés à des instruments financiers passifs composés sont extraits de la valeur de l'instrument qui les recèlent et comptabilisés séparément en tant qu'instrument dérivé lorsque l'instrument composé n'est pas comptabilisé dans le poste *Actifs et passifs à la juste valeur par résultat* et lorsque les caractéristiques économiques et les risques de l'instrument dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

Instruments financiers dérivés de transaction

Les instruments financiers dérivés sont considérés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés comptablement de couverture. Ils sont inscrits au bilan dans la rubrique « *actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* ». Les variations de juste valeur sont portées au compte de résultat dans la rubrique *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat*.

Instruments financiers dérivés de couverture

Pour qualifier un instrument financier dérivé de couverture, le Groupe documente la relation de couverture dès sa mise en place. Cette documentation précise l'actif, le passif, ou la transaction future couverte, le risque faisant l'objet de la couverture, le type d'instrument financier dérivé utilisé et la méthode d'évaluation qui sera appliquée pour mesurer l'efficacité de la couverture. La couverture doit être hautement efficace afin de compenser la variation de juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert ; cette efficacité doit être appréciée à la mise en place de la couverture puis tout au long de sa durée de vie, prospectivement et rétrospectivement. Les instruments financiers dérivés de couverture sont portés au bilan dans la rubrique *Instruments dérivés de couverture*.

En fonction de la nature du risque couvert, le Groupe désigne l'instrument financier dérivé comme un instrument de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie, ou de risque de change lié à un investissement net à l'étranger.

Couverture de juste valeur

Dans le cas d'opérations de couverture de juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est réévaluée au titre du risque couvert, lesquels sont constatés dans la rubrique *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* du compte de résultat. La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique *Produits et charges d'intérêts – Dérivés de couverture* symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

S'il s'avère que l'instrument financier dérivé ne respecte plus les critères d'efficacité imposés dans le cadre d'une relation de couverture ou si, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. La valeur au bilan de l'élément d'actif ou de passif ayant fait l'objet de la couverture n'est postérieurement plus ajusté pour refléter les variations de juste valeur, et les ajustements cumulés au titre du traitement de couverture sont amortis sur la durée de vie restant à courir de l'élément antérieurement couvert.

Couverture de flux de trésorerie

Dans le cas d'opérations de couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de juste valeur de l'instrument financier dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres, tandis que la partie inefficace est constatée au poste *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* du compte de résultat.

Les montants inscrits au sein des capitaux propres relatifs aux couvertures de flux de trésorerie sont repris dans le poste *Produits et charges d'intérêts* du compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts. La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est inscrite au compte de résultat dans la rubrique *Produits et charges d'intérêts – Dérivés de couverture* symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

Lorsque l'instrument financier dérivé ne respecte plus les critères d'efficacité imposés dans le cadre d'une relation de couverture ou si l'élément couvert ou l'instrument de couverture ne figurent plus au bilan, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Les montants inscrits précédemment dans les capitaux propres sont reclassés au poste *Produits et charges d'intérêts* du compte de résultat au cours des périodes où la marge d'intérêt subit l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie découlant de l'élément couvert. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance prévue ou si la transaction future couverte n'est plus hautement probable, les gains et les pertes latents inscrits dans les capitaux propres sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat.

Couverture d'un investissement net libellé en devises dans des filiales

Comme dans le cadre d'une couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de juste valeur relatives aux instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture d'investissement net sont inscrites dans les capitaux propres en *Gains ou pertes latents ou différés* tandis que la partie inefficace est portée au compte de résultat.

1.6.2.I Détermination de la juste valeur

À des fins d'information en annexe des comptes consolidés, la juste valeur des instruments financiers est présentée selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : instruments valorisés par des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Sont repris dans cette catégorie les instruments suivants :

- Les obligations seniors ou subordonnées émises par des entreprises, des banques ou des états membres de l'Union Européenne. Ces titres bénéficient de cotations externes directes (cotations brokers) ou sont issus d'un portefeuille de facilitation dont le niveau de turnover est très élevé (de 1 à 2 semaines)
- Les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est disponible quotidiennement
- Les actions cotées sur un marché actif et présentant des volumes de transaction quotidiens significatifs

Niveau 2 : instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Les instruments financiers cotés sur des marchés considérés comme insuffisamment actifs, ainsi que ceux négociés sur des marchés de gré à gré sont présentés dans ce niveau. Les prix publiés par une source externe, dérivés de l'évaluation d'instruments similaires, sont considérés comme des données dérivées de prix.

Cette catégorie comprend :

- Les prêts, créances et dettes au coût amorti réalisés avec des établissements de crédit.
- Les instruments dérivés de gré à gré (Swaps de taux)

Niveau 3 : instruments pour lesquels les données utilisées pour la valorisation ne sont pas basées sur des données observables de marché (données dites non observables). Nous retrouvons dans cette catégorie les prêts, créances et dettes au coût amorti réalisés avec des clients, et les titres de participation.

1.6.2.J Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie d'un actif financier mais n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier et n'a pas conservé le contrôle de l'actif financier, le Groupe décomptabilise l'actif financier et enregistre alors distinctement, si nécessaire, un actif ou un passif représentant les droits et obligations créés ou conservés à l'occasion du transfert de l'actif. Si le Groupe a conservé le contrôle de l'actif financier, il maintient ce dernier à son bilan dans la mesure de l'implication continue du Groupe dans cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

1.6.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations d'exploitation et de placement sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût direct de développement, qui regroupe les dépenses externes de matériels et de services et les frais liés au personnel directement affectables à la production et à la préparation de l'actif en vue de son utilisation.

Dès qu'elles sont en état d'être utilisées, les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité. Le cas échéant, la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable.

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique *Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles*.

Les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes :

Logiciels	3 à 7 ans
Matériel informatique et de bureautique	1 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans
Travaux immobiliers et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans

Les immobilisations font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au moins un fois par an pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles. L'existence d'indices de perte de valeur est appréciée à chaque date d'arrêt. Les tests de dépréciation sont réalisés en regroupant les immobilisations par unités génératrices de trésorerie. En cas de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée en résultat sur la ligne *Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles*, elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation vient réduire la base amortissable et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées en *Gains ou pertes nets sur autres actifs*.

Les droits d'utilisation des biens pris en location (IFRS 16) sont présentés en Immobilisations Corporelles. Le traitement des contrats de location et les impacts induits sur le bilan et le compte de résultat sont expliqués au point 1.7.

1.6.4 Provisions

Les provisions, autres que celles afférentes à des risques de crédit ou à des avantages du personnel représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant de la sortie de ressources attendue est alors actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation présente un caractère significatif. Les dotations et reprises sur ces provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures ainsi couvertes.

1.6.5 Compte de résultat

1.6.5.A Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, le Groupe estime les flux de trésorerie en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier sans tenir compte des pertes sur crédit futures. Ce calcul inclut les commissions payées ou reçues entre les parties au contrat dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction ainsi que toutes les primes et décotes.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés en résultat en *Intérêts et produits assimilés* sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur. Hormis celles relatives aux avantages du personnel, les provisions inscrites au passif du bilan génèrent comptablement des charges d'intérêt calculées sur la base du taux d'intérêt utilisé afin d'actualiser le montant de la sortie de ressources attendues.

1.6.5.B Produits nets de commissions sur prestations de services

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Ces produits de commissions entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients ». Cette norme définit un modèle unique de reconnaissance des revenus s'appuyant sur des principes déclinés en cinq étapes. Ces cinq étapes permettent notamment d'identifier les obligations de prestations distinctes comprises dans les contrats et de leur allouer le prix de la transaction. Les produits relatifs à ces différentes obligations de prestation sont reconnus lorsque celles-ci sont satisfaites, c'est-à-dire lorsque le transfert du contrôle du bien ou du service a été réalisé. Le prix d'une prestation peut contenir une composante variable. Les montants variables ne peuvent être enregistrés en résultat que s'il est hautement probable que les montants enregistrés ne donneront pas lieu à un ajustement significatif à la baisse.

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions :

- Soit progressivement au fur et à mesure que le service est rendu lorsque le client bénéficie d'un service continu. Tel est le cas de certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôts, ou les commissions sur abonnements télématiques.
- Soit lorsque le service est rendu dans le cas de commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage, ou les pénalités sur incidents de paiements.

Les sociétés de gestion du Groupe perçoivent, selon les dispositions contractuelles de certaines catégories d'Organismes de Placements collectifs (ci-après « OPC »), des commissions de surperformance.

Ces commissions variables rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPC a dépassé les objectifs fixés dans le prospectus. Ces objectifs sont généralement définis par rapport à l'évolution d'un indice de référence sélectionné en fonction de l'orientation de gestion de l'OPC.

Les commissions de surperformance sont comptabilisées en résultat à l'échéance de la période de calcul telle que définie dans le prospectus des OPC. Elle est généralement de 12 mois mais peut aller au-delà lors de la création d'un nouvel OPC ou d'une nouvelle catégorie de part d'un OPC existant.

1.6.5.C Frais de personnel

La rubrique *Frais de personnel* comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, ainsi que les charges de retraites des différents régimes de retraite du Groupe et les charges liées à l'application par le Groupe de la norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés ».

1.6.5.D Avantages du personnel

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement et la participation ;

- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés et les primes liées à l'ancienneté ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi

Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement du Groupe sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en *Provisions pour risques et charges* pour couvrir l'intégralité de ces engagements de retraite. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

Ces écarts actuariels, ainsi que le rendement des actifs du régime, duquel est déduit le montant déjà comptabilisé en charges au titre des intérêts nets sur le passif (ou l'actif) net, et la variation de l'effet du plafonnement de l'actif sont des éléments de réestimation (ou de réévaluation) du passif net (ou de l'actif net). Ces éléments sont enregistrés immédiatement et en totalité parmi les Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Ces éléments ne peuvent être reclassés ultérieurement en résultat.

Dans les états financiers consolidés du Groupe, ces éléments, qui ne peuvent être reclassés ultérieurement en résultat, sont présentés sur une ligne distincte de l'Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

La charge annuelle comptabilisée en *Frais de personnel* au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus)
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation,
- la constatation des écarts actuariels et des coûts des services passés,
- l'effet des réductions et liquidations de régimes.

Avantages à long terme

Ce sont les avantages versés aux salariés dans un délai supérieur à douze mois après la clôture de l'exercice pendant lequel ces derniers ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation est identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi, au traitement près des écarts actuariels qui sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Paie à base d'actions ODDO BHF SCA

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par le Groupe dénoués par la remise d'actions et englobent :

- les options d'achat d'actions
- les attributions gratuites d'actions
- les droits d'acquies directement des actions

Les paiements sur base d'actions donnent lieu à l'enregistrement systématique d'une charge de personnel inscrite dans la rubrique *Frais de personnel (rémunérations variables)* selon les modalités décrites ci-après.

Plan d'options

Le Groupe attribue à certains de ses salariés des options d'achat d'actions. Ces options sont couvertes par des actions propres détenues par le Groupe, qui sont portées en déduction des capitaux propres consolidés

Les options sont évaluées à leur juste valeur à la date de notification aux salariés sans attendre que les conditions nécessaires à leur attribution définitive soient remplies, ni que les bénéficiaires exercent leurs options.

Plan d'actions gratuites

Ces rémunérations sont comptabilisées dans les charges des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants, par contrepartie d'un compte de capitaux propres.

Lorsque le paiement à base d'actions des rémunérations variables est explicitement soumis à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période. La charge est révisée en cas de départ des salariés sur la période d'acquisition des droits.

Dans le cas contraire, la charge est constatée, sans étalement, par contrepartie de capitaux propres, qui est ensuite réestimée à chaque clôture jusqu'à son règlement."

Ce plan est également couvert par des actions propres détenues par le Groupe qui sont portées en déduction des capitaux propres consolidés.

Droits d'acquies directement des actions

Le Groupe attribue à certains de ses salariés le droit d'acquies des actions à la valeur nette comptable.

La juste valeur de ces différents modes de paiements à base d'actions est déterminée sur l'estimation de la juste valeur à partir de l'ActifNet Comptable.

1.6.5.E Coût du risque

Le contenu de la rubrique *Coût du risque* est constitué des dotations nettes des reprises aux provisions et des pertes réalisées ou attendues sur les risques de crédit, de contrepartie, les litiges et les garanties données. Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

1.6.5.F Impôts sur le résultat

Impôts courants

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25%. S'y ajoute une Contribution Sociale de Solidarité de 3,3% (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instaurée en 2000. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5% sont exonérés, seule une quote-part de frais et charges est imposée.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuille titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique *Impôts courants* du compte de résultat.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôts. Les impôts différés sont calculés sur la base du taux d'impôt voté ou quasi-voté qui devrait être en vigueur au moment où la différence temporaire se retournera. Lors d'un changement de taux d'imposition, l'effet correspondant est enregistré au compte de résultat dans la rubrique *Impôts différés*. Les actifs d'impôt différé nets ne sont pris en compte que s'il est probable que la société consolidée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 25,83%.

Les impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale et ne font pas l'objet d'une actualisation.

1.7. Traitement des contrats de location simple (IFRS 16)

1.7.1 Principes comptables de la norme IFRS 16

Reconnaissance au bilan des contrats de location

Pour tout contrat de location, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, le preneur doit reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est présentée séparément de la charge d'intérêts sur la dette.

1.7.2 Champ D'application Et Mesures De Simplification

Les preneurs peuvent choisir de ne pas appliquer le nouveau traitement des contrats de location aux contrats d'une durée inférieure à un an (options de renouvellement incluses), ni aux contrats portant sur des biens ayant une faible valeur unitaire. Cette dernière simplification vise notamment les petits matériels tels les ordinateurs personnels, les tablettes, les téléphones et le petit mobilier de bureau. L'IASB a mentionné un seuil indicatif de 5 000 USD dans les bases de conclusions de la norme (seuil à apprécier au regard de la valeur unitaire à neuf de l'actif loué).

Le Groupe a jugé pertinent de relever ce seuil d'exemption à 200 000€ de loyers annuels.

Compte tenu du seuil de matérialité défini par le Groupe, ces principes s'appliquent uniquement aux baux immobiliers et aux contrats de location de véhicules.

1.7.3 Distinction entre contrats de location et contrats de service

La norme IFRS 16 introduit de nouvelles dispositions pour distinguer les contrats de location des contrats de service.

Dans les comptes des preneurs, la norme ne différencie plus les contrats qualifiés de location simple de ceux qualifiés de location-financement.

En revanche, les contrats doivent être analysés pour déterminer s'ils répondent à la définition d'un contrat de location et pour en séparer, le cas échéant, les différentes composantes locatives et les composantes non-locatives (ou services).

Un contrat est un contrat de location ou contient une composante locative s'il confère au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié moyennant une contrepartie et pour une durée donnée :

- Le contrôle de l'utilisation de l'actif loué suppose le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques liés à son utilisation tout au long de la durée du contrat de location et la capacité pour le preneur de diriger l'utilisation de l'actif.

- L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.

- L'actif identifié peut être constitué d'une portion physiquement distincte d'un actif plus large (comme par exemple un étage déterminé au sein d'un immeuble). En revanche une partie de la capacité ou d'un bien qui n'est pas physiquement distincte ne constitue pas un actif identifié (comme par exemple la location de surfaces de travail partagées, ou co-working, au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie au sein de cet ensemble).

L'analyse des contrats de location menée au sein du Groupe a permis de réduire l'application d'IFRS 16 à deux typologies de biens : les immeubles de bureaux regroupés sous la terminologie Immeubles et les véhicules mis à disposition du personnel regroupés sous la terminologie Matériels de transport.

Les immeubles loués par le Groupe se situent principalement en France et en Allemagne.

D'autres contrats entrant dans le champ d'application de la norme ont été exclus après application du seuil d'exemption défini au point 1.7.2.

1.7.4 Traitement comptable des contrats de location par les preneurs

Comptabilisation d'une dette locative par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur doit enregistrer à son passif une dette locative. Le montant initial de la dette est égal à la valeur actualisée des loyers qui seront à payer sur la durée de la location.

Cette dette locative est ensuite amortie actuariellement sur la durée du contrat de location.

Le montant de la dette locative est susceptible d'être ultérieurement ajusté en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

Comptabilisation d'un droit d'utilisation par les preneurs :

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur doit enregistrer à son actif un droit d'utilisation du bien loué pour un montant égal à la valeur initiale de la dette locative augmentée, le cas échéant, des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état.

Cet actif est ensuite amorti linéairement sur la durée de la location retenue pour évaluer la dette locative.

La valeur de l'actif est susceptible d'être ultérieurement ajustée, dans la plupart des cas du montant de l'ajustement du passif, en cas notamment, de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

Les droits d'utilisation sont présentés au bilan du preneur dans les lignes d'actifs immobilisés où sont enregistrés les biens de même nature détenus en pleine propriété. Dans le compte de résultat, les dotations aux amortissements des droits d'utilisation sont présentées avec les dotations aux amortissements des actifs immobilisés détenus.

en pleine propriété.

Le principal impact sur le compte de résultat est le remplacement des loyers auparavant comptabilisés de manière linéaire en frais généraux par une augmentation des charges d'intérêts en produit net bancaire du fait des dettes locatives, et une augmentation des charges d'amortissement du fait des droits d'utilisation.

Durée de la location :

La durée du bail à retenir pour déterminer les loyers à actualiser correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée pour tenir compte :

- Des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer,
- Et des options de résiliation anticipée que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

L'appréciation du caractère raisonnablement certain d'exercice ou de non-exercice des options de prolongation et des options de résiliation anticipée doit tenir compte de tous les faits et circonstances susceptibles de créer une incitation économique à exercer ou non ces options, et notamment :

- Les conditions d'exercice de ces options (incluant l'appréciation du niveau des loyers en cas de prolongation ou du montant des pénalités éventuelles en cas de résiliation anticipée),
- Les aménagements importants effectués dans les locaux loués (agencements spécifiques...),
- Les coûts associés à la résiliation du contrat (frais de négociation, frais de déménagement, frais de recherche d'un nouveau bien adapté aux besoins du preneur...),
- L'importance du bien loué pour le preneur compte tenu de sa nature spécifique, de sa localisation ou de la disponibilité de biens de substitution (notamment pour les agences situées dans des sites stratégiques d'un point de vue commercial compte tenu par exemple de leur accessibilité ou du prestige de la localisation),
- De l'historique des renouvellements de contrats similaires, mais aussi de la stratégie quant à l'utilisation à venir des biens (en fonction des perspectives de redéploiement ou de réaménagement d'un réseau commercial d'agences par exemple).

Taux d'actualisation des loyers :

Les taux implicites des contrats ne sont généralement pas connus, ni facilement déterminables, notamment pour les baux immobiliers. Le Groupe a donc décidé d'utiliser le taux d'endettement marginal des preneurs pour actualiser les loyers et déterminer ainsi le montant des dettes locatives.

Le Groupe n'émettant pas d'instruments de dette sur les marchés, le taux d'endettement marginal a été approximé à partir d'éléments observables tels que des taux d'emprunts issus d'émissions réalisées par des sociétés comparables du secteur.

Montant des loyers :

Les paiements à prendre en compte pour l'évaluation de la dette locative incluent les loyers fixes et les loyers variables basés sur un indice (indice des prix à la consommation ou indice du coût de la construction, par exemple) ou un taux d'intérêt de référence (Euribor, ...), ainsi que, le cas échéant, les sommes que le preneur s'attend à payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalités de résiliation anticipée. Les avantages locatifs tels que les franchises de loyers rentrent également en compte dans l'évaluation de la dette locative.

En revanche, sont exclus de l'évaluation de la dette locative les loyers variables dont l'indexation est fonction de l'utilisation du bien loué (indexation sur le chiffre d'affaires réalisé ou sur le kilométrage parcouru, par exemple). Cette part variable des loyers est enregistrée en résultat au fil du temps en fonction des fluctuations de l'indexation contractuelle.

En France, les loyers sont retenus sur la base de leur montant hors taxes sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, dans le cas des baux immobiliers, les taxes d'habitation et taxes foncières refacturées par les bailleurs sont exclues des dettes locatives dans la mesure où leur montant, déterminé par les autorités publiques compétentes, est variable.

Impôts sur les bénéfices :

Un impôt différé est comptabilisé sur la base du montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Les différences temporelles nettes qui pourront résulter des variations ultérieures du droit d'utilisation et de la dette locative entraîneront la constatation d'un impôt différé.

1.8 Pilier 2 : Réforme fiscale – taux d'imposition minimum mondial

En décembre 2021, l'OCDE a publié un modèle de règles visant à garantir que les grandes entreprises multinationales paient un niveau minimum d'impôt sur les revenus générés dans chacune des juridictions où elles opèrent ("Pilier 2"). Ces règles ont été transposées au niveau européen par la DIRECTIVE (UE) 2022/2523 DU CONSEIL du 14 décembre 2022, ainsi que dans plusieurs juridictions du Groupe, dont notamment la France, et sont entrés en application à compter de l'exercice 2024.

Le Groupe Financière IDAT SAS entre dans le champ d'application de Pilier 2.

Au titre de l'exercice 2025, aucun impôt complémentaire relatif à Pilier 2 n'a été généré. Par conséquent, au titre de l'exercice 2025 aucune charge d'impôt liée à Pilier 2 n'a été reconnue dans les comptes du Groupe et cette réforme n'a eu pas d'impact sur le taux effectif du Groupe.

Conformément aux règles IAS 12, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire de ne pas comptabiliser les impôts différés associés à Pilier 2.

Note 2 – Notes relatives au bilan

2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs détenus à des fins de transaction		
Effets publics et valeurs assimilées	30 471	4 825
Obligations et autres titres à revenu fixe	250 949	226 731
Titres cotés	250 949	226 731
Titres non cotés	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 305	2 690
Titres cotés	2 305	2 686
Titres non cotés	-	4
OPCVM	362	1 256
Titres cotés	13	1 144
Titres non cotés	349	112
Instruments dérivés (hors couverture)	77 709	114 309
Autres	-	-
Sous-total	361 796	349 811
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-

Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	47 776	1 666
<i>Titres cotés</i>	1 576	-
<i>Titres non cotés</i>	46 200	1 666
Actions et autres titres à revenu variable	439 298	376 906
<i>Titres cotés</i>	28 225	8 477
<i>Titres non cotés</i>	411 073	368 429
OPCVM	311 642	262 204
<i>Titres cotés</i>	220 002	169 691
<i>Titres non cotés</i>	91 640	92 513
Autres	-	-
Sous-total	798 716	640 776
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	557 260	432 639
Actifs à la juste valeur par résultat sur option		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
<i>Titres cotés</i>	-	-
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
<i>Titres cotés</i>	-	-
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Autres	-	-
Sous-total	-	-
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-
Total	1 160 512	990 587

Conditions d'utilisation des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(En milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Les titres immobilisés détenus par le Groupe sont classés en Actifs financiers obligatoirement à la juste valeur par résultat sur la ligne Actions et autres titres à revenu variable, Titres non-côtés. Ces titres sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Titres immobilisés		
<i>Titres de participation</i>	57 804	48 560
<i>Autres titres détenus à long terme</i>	658	798
<i>Parts dans les entreprises liées</i>	417	832
<i>Créances rattachées</i>	46 820	44 840
Total	105 699	95 030

Détail des instruments dérivés hors couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel
Actions et indices	-	-	10 219	-	-	3 789
Swaps	-	-	-	-	-	-
Autres contrats fermes	-	-	10 219	-	-	3 789
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Taux	35 460	32 191	2 175 623	56 500	66 119	3 200 975
Swaps	35 460	32 191	2 073 240	56 500	66 119	3 153 050
Autres contrats fermes	-	-	102 383	-	-	47 925
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Change	11 166	12 469	3 495 103	39 704	32 568	3 471 447
Swaps	4 721	4 034	2 644 692	16 811	21 035	2 394 792
Autres contrats fermes	6 443	8 433	774 915	21 203	9 843	755 755
Instruments conditionnels	2	2	75 496	1 690	1 690	320 900

Autres	31 083	47 204	943 239	18 105	13 267	788 322
Swaps	23 002	22 624	482 031	5 366	6 457	309 696
Autres contrats fermes	8 081	24 580	461 208	12 739	6 810	478 626
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Total	77 709	91 864	6 624 184	114 309	111 954	7 464 533

2.2 Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel
Couverture de juste valeur	23 141	14 988	3 308 065	29 174	16 485	2 088 336
Swaps	23 141	14 988	3 308 065	29 174	16 485	2 088 336
Autres contrats fermes	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	9	11 827	11	-	13 370
Swaps	-	9	11 827	11	-	13 370
Autres contrats fermes	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Total	23 141	14 997	3 319 892	29 185	16 485	2 101 706

2.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	1 234 953	805 342
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 694 524	1 187 179
Titres cotés	1 694 524	1 187 179
Titres non cotés	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres cotés	-	-
Titres non cotés	-	-
Titres immobilisés	-	-
Titres de participation	-	-
Autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Créances rattachées	28 134	18 264
Total	2 957 611	2 010 785
Dont plus ou moins-values latentes comptabilisées directement en capitaux propres	-5 478	-21 977

Détail par devise des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Euros	2 905 733	1 865 161
Dollars	51 577	145 336
Livre Sterling	-	-
Yen	-	-
Autres	301	288
Total	2 957 611	2 010 785

2.4 Titres de dette au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	5 685	2 967
Obligations et autres titres à revenu fixe	8 717	8 089
Titres cotés	8 717	8 089
Titres non cotés	-	-
Créances rattachées	184	99
Total	14 586	11 155

Détail par devise des titres de dette au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Euros	3 024	8 980
Dollars	-	-
Livre Sterling	-	-
Yen	-	-
Autres	11 562	2 175

Total	14 586	11 155
--------------	---------------	---------------

2.5 Valorisation des instruments financiers comptabilisés en valeur de marché

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Prix de marché cotés	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables	total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actifs Financiers				
Actifs détenus à des fins de transaction	283 738	78 058	-	361 796
Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat	227 800	13 656	557 260	798 716
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	23 141	-	23 141
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 957 611	-	-	2 957 611
Passifs Financiers				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	66 366	91 884	-	158 250
Instruments dérivés de couverture	-	14 997	-	14 997
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Prix de marché cotés	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables	Total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actifs Financiers				
Actifs détenus à des fins de transaction	234 275	115 536	-	349 811
Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat	180 506	27 631	432 639	640 776
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	29 185	-	29 185
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 010 785	-	-	2 010 785
Passifs Financiers				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	39 834	112 578	-	152 412
Instruments dérivés de couverture	-	16 485	-	16 485
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-

2.6 Prêts et créances sur les établissements de crédit, au cout amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes et prêts à vue	3 883 807	6 867 203
à terme	2 966 729	5 867 367
Titres reçus en pension livrée	917 078	999 836
Créances rattachées	289 601	395 398
Dépôts de garantie versés-Banques	8 687	12 818
Total brut	66 920	105 145
Provisions	4 249 015	7 380 564
Total	-1 906	-2 588
	4 247 109	7 377 976

2.7 Prêts et créances sur la clientèle, au cout amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Autres concours à la clientèle	4 474 648	2 078 803
crédits	1 950 980	1 861 582
titres assimilés à des prêts et créances	6 905	35 875
titres empruntés	-	-
valeurs reçues en pension	2 516 763	181 346
Comptes ordinaires débiteurs	125 010	61 775
Prêts participatifs	-	-
Créances rattachées	126 689	118 764
Dépôts et cautionnements versés-Clients	1 813	4 067
Total brut	4 728 160	2 263 409
Provisions	-12 383	-21 379
Total	4 715 777	2 242 030

2.8 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Obligations et autres instruments de dettes	-	-
Créances rattachées	-	-
Total brut	-	-
Dépréciations	-	-
Total	-	-

2.9 Actifs et passifs d'impôts

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Impôts courants	13 244	9 909	17 840	10 183
Impôts différés	36 083	18 655	46 782	14 706
Total	49 327	28 564	64 622	24 889

Au 31 décembre 2025, le stock d'impôts différés actifs du Groupe ODDO BHF SE se compose d'une créance d'impôts constatée au titre des pertes fiscales de ODDO BHF (Schweiz) AG d'un montant de 2 079K€. Les pertes fiscales ont été réalisées entre les exercices 2019 et 2024. Un business plan permet de démontrer qu'il est hautement probable que ces pertes fiscales pourront être utilisées au cours des six prochaines années.

Au 31 décembre 2025, les pertes fiscales antérieures de ODDO BHF Belgium s'élève à un montant de 721 334K€. Ces pertes fiscales ont été réalisées entre les exercices 2005 et 2016. Faute de business plan permettant de démontrer la probabilité que ces pertes fiscales pourraient être utilisées dans le futur, cette créance d'impôts n'a pas été matérialisée dans les comptes.

Détail des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	31/12/2023	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres	Autres	31/12/2024	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres	Autres	31/12/2025
Participation	4 115	-523	-	-	3 592	-561	-	-	3 031
Provisions	15 318	888	2 756	-100	18 862	-2 129	-4 639	-	12 094
Actifs financiers à la JV par capitaux propres	7 575	1 196	-3 640	-1	5 130	756	-5 149	-	737
Déficits reportables	5 685	-1 469	-	-894	3 322	-258	-	-	3 064
Autres	11 398	-10 114	-202	88	1 170	-1 941	-699	-28	-1 498
Impôts différés nets	44 091	-10 022	-1 086	-907	32 076	-4 133	-10 487	-28	17 428
Impôts différés actifs	53 850				46 782				36 084
Impôts différés passifs	-9 759				-14 706				-18 656

(*) Les impacts liés à l'application de la norme IFRS 16 sont présentés sur la ligne Autres. Ils sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres
Impôts différés actifs	-267	-
Impôts différés passifs	671	-
Impôts différés nets	404	-

2.10 Autres actifs et passifs

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de négociation règlement	276 090	306 356	258 202	225 431
Dépôts et cautionnements	34 460	8 411	19 351	21 021
Impôts, taxes et comptes rattachés	20 251	46 656	28 383	64 903
Personnel et comptes rattachés	352	225 496	211	211 602
Organismes sociaux et comptes rattachés	2 763	42 849	4 195	42 859
Clients et comptes rattachés	298 937	-	280 016	343
Fournisseurs et comptes rattachés	3 732	104 264	1 245	107 007
Crédits en attente de renouvellement	5 036	-	18 416	-
Stocks et assimilés	346 616	-	361 908	-
Charges constatées d'avance	13 183	-	14 060	-
Produits constatés d'avance	-	10	-	98
Charges à payer	-	19 934	-	16 502
Produits à recevoir	72 654	-	58 326	-
Valeurs à l'encaissement	-	1 370	-	1 452
Dettes sur minoritaires des OPCVM	-	-	-	-
Divers	41 271	258 707	37 614	215 124
Dettes de loyers	-	83 917	-	89 290
Total	1 115 345	1 097 970	1 081 927	995 632

Les dettes de loyers du Groupe se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	01/01/2025	Variations	31/12/2025
Immeubles	87 259	-5 863	81 396
Matériel de transport	2 031	490	2 521
Total	89 290	-5 373	83 917

Le tableau suivant présente les Dettes de loyers au 31/12/2025 par maturité :

(en milliers d'euros)	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Immeubles	74 734	6 662	-	81 396
Matériel de transport	2 521	-	-	2 521
Total	77 255	6 662	-	83 917

2.11 Participations dans les entreprises mises en équivalence

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Génération Vie	53 263	51 255
Groupe Cogefi	1 186	1 800
Magnacarta	-	-
ABN AMRO-ODDO BHF B.V	2 967	2 350
Participations dans les entreprises mises en équivalence	57 416	55 405

Nous avons regroupé sous l'appellation Groupe Cogefi, les entités Cogefi et Cogefi Gestion.

Les données financières des principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Total du bilan	Produit net bancaire – Chiffre d'affaires	Résultat net
Génération Vie	4 781 505	276 621	2 969
Cogefi	27 337	2 820	-1 291
ABN AMRO-ODDO BHF B.V	6 845	9 472	956
Total	4 815 687	288 913	2 634

2.12 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
OBSE - Immeuble T4 Düsseldorf	8 700	-	-	-
Activités abandonnées	8 700	-	-	-

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques centrales, CCP	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	-	-
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	-	-
Actifs d'impôts courants et différés	-	-
Autres actifs	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	8 700	-
Total actif	8 700	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Passifs d'impôts courants et différés	-	-
Autres passifs	-	-
Total passif	-	-

2.13 Immobilisations

(en milliers d'euros)	Valeur Brute 31/12/2024	Mvt de périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Valeur brute 31/12/2025	Amort. et dépré.	Valeur Nette 31/12/2025
Immobilisations incorporelles								
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de commerce	54 776	-	428	-	-428	54 776	-11 729	43 047
Droit d'usage	10	-	-	-	-	10	-	10
Logiciels	73 363	-	322	-3 078	114	70 721	-66 305	4 416
En cours	-	-	109	-	-109	-	-	-
Autres	365	-	-	-	-	365	-140	225
Sous-total	128 514	-	859	-3 078	-423	125 872	-78 174	47 698
Immobilisations corporelles								

Mobilier et matériel de bureau	15 251	-	1 093	-304	-	16 040	-11 666	4 374
Matériel de transport	1 279	-	1	-28	1	1 253	-887	366
Matériel informatique	27 131	-	3 860	-4	1 612	32 599	-26 541	6 058
Agencements	57 535	4	2 475	-	1 037	61 051	-33 740	27 311
Terrains	6 049	-	-	-4 166	-1 883	-	-	-
Constructions	14 934	-	-	-7 254	-7 680	-	-	-
Immo. en cours	25 541	-	4 675	-	-4 528	25 688	-	25 688
Droit d'utilisation	131 050	6	17 398	-7 074	-130	141 250	-69 223	72 027
Autres	703	-	76	-	1	780	-478	302
Sous-total	279 473	10	29 578	-18 830	-11 570	278 661	-142 535	136 126
Total	407 987	10	30 437	-21 908	-11 993	404 533	-220 710	183 823

La colonne Autres héberge les écarts de conversion. Les droits d'utilisation ont dégagé un écart de conversion de -129KE.

Répartition des fonds de commerce par activité

(en milliers d'euros)	Banque d'investissement		Banque Privée		Gestion d'actifs		Total Groupe	
	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024
Valeur brute	-	-	41 108	41 108	13 668	13 668	54 776	54 776
Dépréciation	-	-	-530	-375	-11 200	-10 304	-11 730	-10 679
Valeur nette comptable	-	-	40 578	40 733	2 468	3 364	43 046	44 097

Droits d'utilisation des biens pris en location par le groupe

En application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe comptabilise désormais dans la rubrique Immobilisations corporelles les droits d'utilisation des biens loués. Les mouvements de la période sont présentés dans le tableau ci-dessous.

(en milliers d'euros)	Valeur Brute 01/01/2025	Mvt de périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Valeur brute 31/12/2025	Amort. et dépré.	Valeur Nette 31/12/2025
Droits d'utilisation	131 050	6	17 398	-7 074	-130	141 250	-69 223	72 027
Immeubles de bureaux	126 940	6	15 712	-5 867	-131	136 660	-67 099	69 561
Matériels de transport	4 110	-	1 686	-1 207	1	4 590	-2 124	2 466

Ecart d'acquisition par activité

(en milliers d'euros)	Banque d'investissement		Banque Privée		Gestion d'actifs		Total Groupe	
	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024
Valeur brute	9 418	9 418	21 682	21 682	52 089	52 089	83 189	83 189
Dépréciation	-9 418	-9 418	-	-	-	-	-9 418	-9 418
Valeur nette comptable	-	-	21 682	21 682	52 089	52 089	73 771	73 771

2.14 Dépréciations et provisions

Les données financières présentées dans cette note répondent aux exigences de la norme IFRS 9.

Synthèse des dépréciations et provisions

(en milliers d'euros)	Note	31/12/2025			31/12/2024		
		Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation	Valeur nette
Actifs financiers au coût amorti		9 728 056	-16 129	9 711 927	10 323 292	-25 197	10 298 095
Titres de dette au coût amorti	2,4	14 588	-2	14 586	11 156	-1	11 155
Strate 1		14 588	-2	14 586	11 156	-1	11 155
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2,6	4 249 015	-1 906	4 247 109	7 380 564	-2 588	7 377 976
Strate 1		4 194 239	-1 140	4 193 099	7 345 731	-2 069	7 343 662
Strate 2		54 541	-541	54 000	34 637	-329	34 308
Strate 3		235	-225	10	196	-190	6
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2,7	4 728 160	-12 383	4 715 777	2 263 410	-21 380	2 242 030
Strate 1		4 389 346	-1 718	4 387 628	2 069 346	-1 529	2 067 817
Strate 2		153 924	-4 324	149 600	103 115	-1 745	101 370
Strate 3		184 890	-6 341	178 549	90 084	-18 106	71 978
POCI		-	-	-	865	-	865

Autres actifs	2,10	736 293	-1 838	734 455	668 162	-1 228	666 934
Strate 1		606 186	-292	605 894	531 065	-259	530 806
Strate 2		121 677	-268	121 409	129 290	-191	129 099
Strate 3		8 430	-1 278	7 152	7 807	-778	7 029
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2,3	2 958 128	-517	2 957 611	2 011 190	-405	2 010 785
Strate 1		2 958 128	-517	2 957 611	2 011 190	-405	2 010 785
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2,1	-	-	-	-	-	-
Strate 1		-	-	-	-	-	-
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	-	-	-
Engagements de financement		2 341 929	-5 273	2 336 656	2 165 877	-2 181	2 163 696
Strate 1		2 200 725	-1 346	2 199 379	2 081 411	-1 261	2 080 150
Strate 2		137 816	-3 927	133 889	83 855	-920	82 935
Strate 3		3 388	-	3 388	611	-	611
POCI		-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie		535 780	-1 885	533 895	707 588	-3 491	704 097
Strate 1		515 090	-1 025	514 065	696 718	-2 815	693 903
Strate 2		20 059	-285	19 774	10 239	-101	10 138
Strate 3		631	-575	56	631	-575	56
Total		15 563 893	-23 804	15 540 089	15 207 947	-31 274	15 176 673

Détail des dépréciations et des provisions pour risques de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Mvts de périmètre	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	31/12/2025
Dépréciation des Actifs financiers au coût amorti	25 197	-	22 070	-404	-29 389	-1 345	16 129
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	3 858	-	6 161	-107	-6 392	-368	3 152
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	2 265	-	13 448	-	-9 797	-783	5 133
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	19 074	-	2 461	-297	-13 200	-194	7 844
Dépréciations sur POCI	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation des Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	405	-	250	11	-149	-	517
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	405	-	250	11	-149	-	517
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation des Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque de crédit sur engagements hors bilan	5 672	-	6 820	-	-7 053	1 719	7 158
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	4 076	-	4 952	-	-6 516	-141	2 371
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	1 021	-	1 868	-	-537	1 860	4 212
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	575	-	-	-	-	-	575
POCI	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépréciations et provisions	31 274	-	29 140	-393	-36 591	374	23 804

Variations des dépréciations sur actifs financiers au coût amorti sur la période

(en milliers d'euros)	Dépréciations sur encours avec	Dépréciations sur encours avec pertes	Dépréciations sur encours	Dépréciations sur Crédit dépréciés à	Total
-----------------------	--------------------------------	---------------------------------------	---------------------------	--------------------------------------	-------

	pertes attendues à 12 mois (Strate 1)	attendues à maturité (Strate 2)	dépréciés (Strate 3)	l'origine	
Au 1er janvier 2025	8 339	3 286	19 649	-	31 274
Dotations nettes aux dépréciations	-1 789	4 982	1 863	-	5 056
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	9 656	50	-	-	9 706
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période	-5 451	-6 944	-303	-225	-12 923
Transfert vers strate 1	100	-283	-	-	-183
Transfert vers strate 2	-2 668	4 734	-	-	2 066
Transfert vers strate 3	-	-2 843	54	-	-2 789
Autres dotations / reprises sans changement de strate	-3 426	10 268	2 112	225	9 179
Utilisation de dépréciations	-	-	-12 898	-	-12 898
Variation de périmètre, des parités monétaires et divers	-510	1 077	-195	-	372
Au 31 Décembre 2025	6 040	9 345	8 419	-	23 804

2.15 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Passifs détenus à des fins de transaction		
Titres vendus à découvert	66 386	40 458
Instruments dérivés (hors couverture)	91 864	111 954
Autres	-	-
Sous-total	158 250	152 412
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-
Total	158 250	152 412

Détail des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Juste valeur	Variations de juste valeur résultante du risque de crédit	Différence entre juste valeur et montant dû à l'échéance	Juste valeur	Variations de juste valeur résultante du risque de crédit	Différence entre juste valeur et montant dû à l'échéance
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-

2.16 Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts bancaires	-	-
Comptes créditeurs et emprunts à vue	595 674	602 467
Comptes créditeurs et emprunts à terme	1 423 087	1 402 715
Titres donnés en pension livrée	366 427	327 344
Dépôts et cautionnements reçus-Banques	103 127	171 954
Sous-total	2 488 315	2 504 480
Dettes rattachées	8 231	10 112
Total	2 496 546	2 514 592

2.17 Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle	8 807 831	8 435 378
Titres donnés en pension livrée	10 479	13 779
Comptes d'épargne à régime spécial	131 586	114 504
Autres dettes diverses	225 153	226 243
Dépôts et cautionnements versés-Clients	29 612	55 474
Sous-total	9 204 661	8 845 378
Dettes rattachées	11 960	13 632
Total	9 216 621	8 859 010

2.18 Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	48 767	164 232
Autres dettes représentées par un titre	3 026	5 299
Sous-total	51 793	169 531

Dettes rattachées	533	2 913
Total	52 326	172 444

2.19 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Mvt de Périphérie	Dotation	Reprise	Reprise non utilisée	Autres	31/12/2025
Provisions pour engagements de retraite	81 683	-	5 566	-843	-9 616	-15 577	61 213
Provisions pour litiges	7 714	-	6 682	-1 173	-1 503	296	12 016
Autres provisions pour pertes et charges	23 523	-	15 797	-18 590	-1 342	-62	19 326
Provisions pour risques de crédit sur engagements hors bilan (Cf Note 2.14) (*)	5 671	-	7 044	-	-7 278	1 721	7 158
Total	118 591	-	35 089	-20 606	-19 739	-13 622	99 713

La colonne « Autres » correspond aux écarts de conversion.

2.20 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées à durée déterminée (*)	150 000	162 008
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Sous-total	150 000	162 008
Dettes rattachées	4 855	5 388
Total	154 855	167 396

(*) ODDO BHF SE détenait au passif un encours résiduel d'emprunts subordonnés de 12 M€. Ces 12 M€ ont été émis en 2005 et ont été remboursés en janvier 2025.

2.21 Actifs financiers transférés non décomptabilisés

Les transferts d'actifs financiers non décomptabilisés sont limités aux opérations de pension livrée conclues dans le cadre de la gestion du refinancement du Groupe. Au 31 Décembre 2025, les titres détenus par le Groupe et donnés en pension livrée sont des obligations classées en actifs financiers à la juste-valeur par résultat et s'élèvent à 8 millions d'euros. Les passifs associés représentent un montant de 8 millions d'euros.

2.22 Avantages du personnel

2.22.1 Engagements postérieurs à l'emploi

Les indemnités de fin de carrière constituent un avantage postérieur à l'emploi et entrent dans la catégorie des régimes à prestations définies. On distingue les engagements du groupe de la manière suivante :

- Engagements des sociétés françaises :

Les droits acquis au titre des indemnités de départ en retraite sont définis pour ODDO BHF SCA et ODDO BHF COPORATE FINANCE PARTNERS SCA par la Convention Collective Nationale des marchés financiers, et pour ODDO BHF Asset Management SAS par le Droit du travail.

La recommandation de l'ANC n°2013-02 en matière d'évaluation des engagements de retraite n'indique pas comment déterminer l'hypothèse de turnover. Conformément à la réponse du CNCC (EC 2018-17), seules les démissions entrent dans le calcul du turnover.

- Engagements des sociétés du groupe ODDO BHF SE :

Les collaborateurs d'ODDO BHF SE et de ses filiales bénéficient d'avantages de retraite basés sur différents types de régimes.

Pour la plupart des employés d'ODDO BHF SE et de ses filiales BHF-Betriebsservice GmbH et FRANKFURT- TRUST Investment-Gesellschaft mbH, l'ancien régime de retraite statique à prestations définies a été modifié en octobre 2017, avec effet rétroactif au 1er janvier 2017, évoluant vers un régime de retraite dynamique à cotisations définies.

Les employés reçoivent une contribution mensuelle de l'employeur, qu'ils peuvent décider de compléter avec leurs propres contributions dans le cadre du régime d'indemnisation différée. Ces cotisations sont créditées au compte de prestations de retraite de l'employé concerné.

Les cotisations sont investies dans des supports d'investissement sélectionnés, dont la performance détermine le montant d'intérêt à payer sur les cotisations.

Les comptes de prestations de retraite comprennent deux sous-comptes, un compte employeur et un compte employé. À la date de conversion, les cotisations versées par les sociétés susmentionnées (cotisations employeur) ont été versées dans le sous-compte employeur et les cotisations versées par les salariés sur une base volontaire dans le cadre du régime de rémunération différée dans les sous-comptes des employés respectifs.

Les comptes de prestations de retraite sont conservés par Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. et sur le modèle d'une fiducie. Comme Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. est un fiduciaire agissant uniquement pour le compte de ODDO BHF Group, l'arrangement prévoit une protection contractuelle supplémentaire contre l'insolvabilité.

Les prestations de retraite des employés de ODDO BHF Asset Management GmbH sont basées sur différents accords et sont comptabilisées dans le palier ODDO BHF SE depuis le 1er août 2017, date d'apport de la société.

Les actifs déposés auprès de Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. et de Generali Pensionsfonds AG sont éligibles à la couverture des engagements de retraite. Une provision est enregistrée au passif lorsque les actifs affectés aux plans ne couvrent pas la totalité des engagements, à l'inverse un actif est enregistré dans le cas où les plans seraient surfinancés.

La méthode actuarielle retenue est celle des unités de crédits projetés. Les pertes et gains actuariels au titre du régime des indemnités de fin de carrière transitent par les capitaux propres conformément à l'amendement de la norme IAS 19. Le taux d'actualisation retenu est basé sur l'indice Mercer Yield Curve construit à partir du taux des obligations à long terme du secteur privé.

Principales hypothèses actuarielles (en milliers d'euros)	2025/12	2024/12
Taux d'actualisation	4.40% - 4.22%	3.58% - 3.51%
Augmentation moyenne attendue des salaires	3.00% - 3.00%	3.00% - 3.00%

Tables de mortalité	TH/TF 00-02 - Heubeck 2018G	TH/TF 00-02 - Heubeck 2018G
<i>Evolution de l'engagement actualisé</i>	2025/12	2024/12
Obligation au titre des prestations définies à l'ouverture	341 476	322 562
Coût des services	7 163	6 895
Charge d'intérêt	9 791	10 052
Pertes/(gains) actuariels	-24 436	8 389
Prestations payées	-9 926	-7 901
Autres	3 910	1 480
Variations de périmètre	1	0
Obligation au titre des prestations définies à la clôture	327 980	341 476
<i>Actifs des plans de pension</i>	2025/12	2024/12
Juste-valeur des actifs des plans à l'ouverture	279 123	279 675
Produits d'intérêts des actifs des plans	7 839	8 747
Gains/(pertes) actuariels	-7 840	-1 198
Prestations payées	-8 425	-6 753
Contributions employeur	19 918	-2 442
Contributions des bénéficiaires	2 717	2 439
Autres	594	-1 345
Variations de périmètre	0	0
Juste-valeur des actifs des plans à la clôture	293 926	279 123
<i>Comptabilisation de l'engagement net</i>	2025/12	2024/12
Engagements nets à l'ouverture	62 353	42 887
Charges inscrites au compte de résultat	6 329	5 354
Prestations directement payées par l'employeur	-9 926	-7 901
Pertes/(gains) actuariels	-9 895	9 800
Autres mouvements	-14 762	12 613
Variations de périmètre	-46	-401
Engagements nets à la clôture	34 054	62 353
Dont engagements nets sur plans surfinancés comptabilisés à l'actif	19 205	12 181
Provision à la clôture	53 259	74 534

2.22.2 Autres avantages à long terme

Au 31 décembre 2025, le Groupe Financière IDAT SAS a comptabilisé une provision de 2 497K€ au titre de la Médaille du Travail.

Note 3 – Notes relatives au compte de résultat

3.1 Intérêts et produits assimilés

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	142 484	258 395
Opérations avec la clientèle	90 785	103 876
Instruments dérivés de couverture	7 926	26 399
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	62 838	33 682
Autres	209	80
Total	304 242	422 432

3.2 Intérêts et charges assimilés

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	-64 378	-82 639
Opérations avec la clientèle	-137 293	-215 819
Dettes représentées par un titre	-2 947	-6 216
Dettes subordonnées	-12 762	-12 942
Instruments de couverture	-4 924	-1 630
Dettes sur minoritaires des OPCVM	-	-
Autres charges financières	-	-
Total	-222 304	-319 246

3.3 Gains ou pertes nets résultant des couvertures

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Couverture de juste valeur	881	-36
Variations de la juste valeur attribuables aux instruments de couverture	8 715	-20 054
Juste valeur de micro couverture	8 715	-20 054
Juste valeur de couvertures de portefeuille	-	-

Variations de la juste valeur attribuables aux éléments couverts	-7 834	20 018
Juste valeur de micro couverture	-7 834	20 018
Juste valeur de couvertures de portefeuille	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Total	881	-36

3.4 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Produits de commissions sur		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-
Opérations avec la clientèle	206	367
Opérations sur titres	114 181	92 872
Opérations de change	-	-
Engagements de financement et garantie	33 415	23 249
Instruments dérivés	636	449
Prestation de services financiers	99 675	95 352
Gestion d'actifs	675 465	639 294
Conservation	-	2 117
Autres	1	-
Total	923 579	853 700
Charges de commissions sur		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-558	-655
Opérations avec la clientèle	-	-3
Opérations sur titres	-27 355	-28 751
Opérations de change	-	-
Engagements de financement et garantie	-	-253
Instruments dérivés	-332	-204
Prestation de services financiers	-6 948	-2 913
Gestion d'actifs	-241 285	-214 395
Conservation	-	-
Autres	-	-
Total	-276 478	-247 174

3.5 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs et passifs détenus à des fins de transaction	12 495	41 475
Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option	23	-
Inefficacité des couvertures de juste valeur	-	-
Opérations de change	19 855	26 474
Actifs et passifs financiers obligatoirement à la JVR	41 681	22 235
Total	74 054	90 184

3.6 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		
Dividendes	-	103
Plus ou moins-values de cession	586	-1 143
Sous-total	586	-1 040
Actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes reçus	-	-
Dépréciations	-	-
Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Total	586	-1 040

3.7 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		
Dividendes	-	-
Recyclage en résultat des moins-values latentes sur titres reclassés	-	-

Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes reçus	-	-
Dépréciation	-	-
Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Total	-	-

3.8 Produits et charges des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Produits		
Activité de négoce de métaux non ferreux	94 240	56 197
Activité de négoce d'électricité	-	-
Facturation de prestations	1 386	1 891
Autres	23 289	14 400
Sous-total	118 915	72 488
Charges		
Activité de négoce de métaux non ferreux	-17 195	-13 470
Activité de négoce d'électricité	-	-
Autres	-2 311	-3 705
Sous-total	-19 506	-17 175
Total	99 409	55 313

Au 31/12/2025, la ligne produits d'Activité de négoce de métaux non ferreux correspond à un résultat net et se compose de 1 756 948K€ de charges et 1 851 188K€ de produits.

3.9 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Frais de personnel	-498 734	-463 995
Impôts et taxes	-5 732	-4 486
Redevances de crédit-bail et assimilés	-	-
Locations	-11 676	-11 401
Rémunérations d'intermédiaires	-444	-585
Services extérieurs	-832	-381
Transports et déplacements	-1 984	-2 254
Autres charges diverses d'exploitation	-206 917	-196 860
Total	-726 319	-679 962

Les frais de personnel s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Rémunérations fixes	-262 357	-245 477
Rémunérations variables	-106 756	-92 376
Indemnités et avantages divers	-7 042	-14 441
Intéressement et participation	-10 412	-9 764
Charges sociales et impôts sur les salaires	-112 167	-101 937
Total	-498 734	-463 995

Paievements à base d'actions

Le Groupe Financière IDAT SAS a mis en place, au bénéfice de certains de ses collaborateurs, des rémunérations à base d'actions, des attributions d'options d'achat d'actions, des droits d'acquérir des actions et des attributions d'actions gratuites

Des plans de fidélisation au bénéfice de certains collaborateurs prévoient, sous condition de présence, une rémunération spécifique sur une période pluriannuelle et payable sous forme d'actions.

Au 31/12/2025, 14 449 actions ont été attribuées.

Les caractéristiques des plans existants au 31 décembre 2025 sont décrites dans les tableaux suivants :

Année	2022	2023	2023	2023	2023	2023
Type de plan	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires
Autorisation des actionnaires	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021
Décision de la Gérance	14/10/2022	28/04/2023	16/05/2023	30/10/2023	30/11/2023	30/11/2023

Date d'attribution	14/10/2022	28/04/2023	16/05/2023	30/10/2023	30/11/2023	30/11/2023
Nombre d'options ou d'actions attribuées	893	405	5 798	1 284	810	1 201
Période d'acquisition des droits	14/10/2022	28/04/2023	16/05/2023	30/10/2023	30/11/2023	30/11/2023
	14/10/2026	28/04/2025	16/05/2025	30/10/2025	30/11/2025	30/11/2027
Conditions de performance	non	non	non	non	non	non
Conditions en cas de départ du Groupe	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de licenciement	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de départ à la retraite	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Période d'interdiction de cession	4 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	4 ans
Cas de décès	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (euros)	507,39	524,77	524,77	524,77	524,77	524,77
Options ou actions non attribuées						
Options exercées ou actions données	0	403	5719	1185	0	0
Options ou actions perdues	0	2	79	99	810	0
Options ou actions restantes	893	0	0	0	0	1 201

Année	2024	2024	2025	2025	2025	2025
Type de plan	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires
Autorisation des actionnaires	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021
Décision de la Gérance	31/05/2024	27/09/2024	26/06/2025	26/06/2025	25/08/2025	24/10/2025
Date d'attribution	31/05/2024	27/09/2024	26/06/2025	26/06/2025	25/08/2025	24/10/2025
Nombre d'options ou d'actions attribuées	1 901	2 083	4 410	204	696	3 454
Période d'acquisition des droits	31/05/2024	27/09/2024	26/06/2025	26/06/2025	25/08/2025	24/10/2025
	31/05/2026	27/09/2026	26/06/2027	26/06/2027	25/08/2025	24/10/2025
Conditions de performance	non	non	non	non	non	non
Conditions en cas de départ du Groupe	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de licenciement	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de départ à la retraite	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Période d'interdiction de cession	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans
Cas de décès	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (euros)	550,64	550,64	574,22	574,22	574,22	574,22
Options ou actions non attribuées						
Options exercées ou actions données	0	0	0	0	0	0
Options ou actions perdues	187	0	206	0	0	0
Options ou actions restantes	1 714	2 083	4 204	204	696	3 454

Les caractéristiques des actions distribuées à certains salariés sont décrites dans le tableau suivant :

Période	Exercice 2025
Cours du titre à l'acquisition (euros)	574,22
Méthode de valorisation utilisée	Estimation de la Juste Valeur à partir de l'Actif Net Comptable

Evolution des effectifs par pays

	31/12/2025	31/12/2024
Allemagne	1 357	1 292
Autriche	19	-
Belgique	3	3
Emirats Arabes Unis	1	2
Espagne	9	9
Etats-Unis	12	12
France	989	969
Italie	4	4
Côte d'Ivoire	2	2
Luxembourg	16	15
Pays-Bas	23	25
Royaume Uni	10	8
Suisse	148	142
Tunisie	500	433

Vietnam	4	4
Total	3 097	2 920

Les effectifs des filiales ABN AMRO ODDO BHF BV (Pays-Bas, 24 salariés) et COGEFI (France, 14 salariés) n'avaient pas été pris en compte dans la note présentée au 31/12/2024. La borne d'ouverture présentée ci-dessus a été corrigée.

3.10 Cout du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux provisions sur prêts et créances	-3 260	-4 185
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	-2 886	-361
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles	1 369	4 057
Reprises de provisions pour risques et charges	2 087	960
Pertes couvertes et non couvertes par des provisions	-423	715
Pertes de crédit attendues	-3 193	31
Total	-6 306	1 217

3.11 Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Sociétés financières	3 238	4 726
Sociétés non financières	-	-
Quote Part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3 238	4 726

3.12 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plus-values de cession nettes	-	68
Moins-values de cession nettes	-790	-
Total	-790	68

3.13 Variations de valeur des écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Total	-	-

3.14 Impôts sur les bénéfices

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	-33 022	-30 077
Impôts différés	-4 134	-10 022
Impôts sur les bénéfices	-37 156	-40 099

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net part du groupe	61 057	69 269
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	36 374	36 511
Résultat des activités abandonnées	-	-
Is sur activités cédées	-	-
Charge d'impôt	37 155	40 099
Résultat avant impôt	134 586	145 879
Taux d'imposition de droit commun Français	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	34 764	37 681
Effet des entreprises mises équivalence	-837	-1 221
Effet des différences permanentes	-173	-1 218
Effet des différences de taux d'imposition	5 722	8 579
Contributions	1 120	-
Crédits d'impôts	-3 858	-4 354
Autres éléments	417	630
Charge d'impôt comptabilisée	37 155	40 099
Taux effectif d'impôt (charge d'impôt comptabilisée rapportée au résultat taxable)	27,61%	27,49%

3.15 Résultat des activités destinées à être cédées et des activités abandonnées

Néant

Note 4 – Informations sectorielles

Le Groupe est désormais organisé autour de **5 grands pôles métiers** :

1 - Pôle AM - Asset Management (Gestion d'actifs)

Ce pôle regroupe les activités de gestion financière pour compte de tiers, à travers une large gamme de produits ouverts au public et dédiés, et de mandats discrétionnaires. Il consolide :

- L'activité ODDO BHF Asset Management (OBAM) qui regroupe les entités *ODDO BHF Asset Management SAS* à Paris et *ODDO BHF Asset Management GmbH* à Düsseldorf,
- L'activité ODDO BHF Trust Management GmbH qui reste filiale de ODDO BHF SE
- L'activité de distribution des produits du Groupe via son réseau de conseillers en gestion de patrimoine indépendants (CGPI),
- Pour mémoire, l'entité *ODDO BHF Private Equity* (ex ACG Capital), a fusionné avec l'entité *OBAM SAS* (date d'effet au 1^{er} janvier 2023), et l'entité *Métropole Gestion* a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de l'entité *OBAM SAS*, effective depuis le 1^{er} décembre 2023.

2 - Pôle PWM - Private Wealth Management (Banque Privée)

Ce métier de services et de conseil dans le domaine de la gestion patrimoniale, destiné à la clientèle privée, consolide :

- ODDO BHF Banque Privée à Paris,
- ODDO BHF Private Wealth Management qui s'appuie sur un réseau d'agences dans les plus grandes villes allemandes et est également présent en Suisse via l'entité ODDO BHF Switzerland.
- L'entité *La Banque Privée Saint-Germain* a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de l'entité *ODDO BHF SCA*, effective depuis le 1^{er} décembre 2024.

3 - Pôle IB – International Banking (Banque d'investissement)

Ce pôle regroupe :

- Les métiers Equities et Fixed Income qui proposent à leurs clients institutionnels en France et en Allemagne leur expertise en matière d'exécution et de recherche sur une large gamme de produits : actions, obligations, obligations convertibles, dérivés et produits structurés.
- A noter :
 - L'ouverture en février 2025 d'une succursale à Vienne en Autriche, dans le cadre du partenariat avec RBI (Raiffeisen Bank),
 - Le rattachement de l'entité ODDO BHF UK (Londres) à OBSCA vs. OBSE, à compter du 1^{er} décembre 2025.
- Pour mémoire, la création d'une Joint Venture entre ODDO BHF SCA et le Groupe bancaire néerlandais ABN AMRO, dont l'exploitation a démarré en février 2021 (métier Equities et en particulier les activités ECM, ses résultats sont mis en équivalence), ODDO BHF SCA détient 50% de cette JV.
- Les activités de Corporate Finance en France et en Allemagne, qui offrent à leurs clients un conseil adapté à leurs besoins pour toutes les opérations de haut de bilan, incluant fusions et acquisitions, LBO / MBO, introductions en Bourse, ingénierie boursière, ingénierie financière, placements. A noter :
 - Création d'une filiale dédiée à ces activités au 1^{er} Septembre 2025 : ODDO BHF Corporate Finance Partners France SCA,
 - Création au 1^{er} octobre 2025 de la filiale ODDO BHF Partners GmbH Germany,
 - Création au 1^{er} décembre 2025 de la filiale ODDO BHF Partners GmbH Austria en partenariat avec RBI (Raiffeisen Bank),
 - L'entité *ODDO BHF Corporate & Markets AG* (ex Seydler), filiale de ODDO BHF SE, qui réalise des activités d'intermédiation à la bourse de Francfort a été fusionnée dans l'entité *ODDO BHF SE*, avec date d'effet au 1^{er} avril 2024,

4 - Pôle CB – Corporate Banking (Banque d'entreprise)

Ce périmètre consolide :

- Les activités du métier Oddo Metals à Paris (intermédiation sur les métaux non ferreux).
- L'activité ODDO BHF Asset Servicing basée à Paris qui propose notamment une solution de tenue de compte conservation adaptée aux clients privés des sociétés de gestion, sociétés financières et banques privées ainsi que des prestations de gestion des contrats en assurance vie.
- Les activités Corporate Banking, International Banking et FOREX, de ODDO BHF SE en Allemagne,

5 - Pôle T&O - Treasury & Others (Fonds propres et Autres)

Ce pôle regroupe :

- L'ensemble des opérations de trésorerie ainsi que l'ensemble des opérations diverses non affectables à un pôle métier en France comme en Allemagne,
- Le résultat de la holding ODDO BHF Belgium (ex BHF Group SA),
- Pour mémoire, la création en Septembre 2024, de l'entité nommée « ODDO BHF Palatin Immobilier SNC » dont l'objet est de porter le nouvel immeuble acquis par le Groupe, celui-ci est situé dans le quartier de la Défense (acquisition finalisée en Décembre 2024).
- A noter enfin la consolidation du fonds OBAMODDO BHF New Infrastructure Opportunities II (OBNIO II) pour la clôture 2025 en raison d'un taux de détention par le Groupe supérieur à 30%.

4.1 Résultats par activité

(en milliers d'euros)	Asset Management	Private Wealth Management	Investment Banking	Corporate Banking	Treasury & Other	Groupe Décembre 2025
Produit net bancaire	227 156	341 903	164 293	114 448	56 169	903 969
Charges générales d'exploitation (y compris dotations aux amortissements)	-179 716	-251 692	-178 098	-92 945	-63 074	-765 525
Résultat brut d'exploitation	47 440	90 211	-13 805	21 503	-6 905	138 444
Coût du risque	834	-3 199	-678	-2 526	-738	-6 306
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	3 238	3 238
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	1 062	-	-	-1 852	-790
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	48 275	88 075	-14 483	18 977	-6 257	134 586

<i>(en milliers d'euros)</i>	Asset Management	Private Wealth Management	Investment Banking	Corporate Banking	Treasury & Other	Groupe Décembre 2024
Produit net bancaire	222 518	331 170	141 332	130 177	28 937	854 133
Charges générales d'exploitation (y compris dotations aux amortissements)	-172 855	-241 690	-152 925	-90 862	-55 933	-714 265
Résultat brut d'exploitation	49 663	89 480	-11 594	39 315	-26 996	139 868
Coût du risque	-18	-648	-423	149	2 158	1 217
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	4 726	4 726
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	-	68	68
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	49 645	88 832	-12 017	39 464	-20 045	145 879

4.2 Produit net bancaire par secteur géographique

Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

Les résultats et le bilan sectoriels sont présentés après élimination de l'effet des transactions internes au Groupe.

L'analyse géographique des résultats et du bilan sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Produit net bancaire	
	31/12/2025	31/12/2024
France	427 890	419 407
Allemagne	378 279	375 889
Suisse	59 740	48 167
Autres pays	38 060	10 670
Total Groupe	903 969	854 133

4.3 Bilan par secteur géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	Actifs sectoriels		Passifs sectoriels	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
France	3 888 565	3 735 145	2 699 128	2 632 158
Allemagne	9 748 080	9 719 074	9 667 491	9 643 828
Suisse	722 270	561 327	648 638	498 227
Autres pays	434 634	354 813	346 917	257 576
Total Groupe	14 793 549	14 370 359	13 362 174	13 031 789

Note 5 – Exposition au risque souverain et évolution des échéanciers des actifs et passifs financiers

Cette note présente les principaux risques associés aux instruments financiers et la manière dont le Groupe les gère. Les principaux risques sont les suivants :

- Risques de crédit et de contrepartie : risque de perte engendré par le défaut d'une contrepartie ;
- Risques de marché : risque de perte résultant d'une évolution défavorable des variables de marché (taux d'intérêt, cours des actions, cours des métaux, etc.) ;
- Risque opérationnel : risque de perte résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes, ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevé. Elle intègre le risque de non-conformité, les risques comptables et fiscaux à l'exclusion du risque stratégique et de réputation ;
- Risques de liquidité : risque pour le Groupe de ne pas pouvoir faire face à ses engagements à leur échéance. Ce risque comprend en particulier le risque résultant d'une impossibilité de dénouer des positions sur les marchés dans des conditions normales.

5.1 Organisation, procédures et méthodes

Le dispositif de contrôle du Groupe est organisé selon le modèle des « trois lignes de défense » :

- La première ligne de défense est composée de l'ensemble des collaborateurs et des managers du Groupe. Les managers sont responsables des risques, prennent en charge leur prévention et leur gestion – entre autres, par la mise en place de moyens de contrôle permanent de niveau 1 –, ainsi que la mise en place des actions correctives en réponse aux éventuelles déficiences constatées par les contrôles ;

- La deuxième ligne de défense est assurée par les fonctions Conformité et Risques. Dans le dispositif de contrôle, il incombe à ces fonctions de vérifier de façon permanente que la maîtrise des risques des opérations est assurée, sous la responsabilité des managers, par la mise en œuvre effective des procédures définies et des contrôles demandés ;

- La troisième ligne de défense est assurée par l'Inspection générale. Elle assure une mission de contrôle périodique strictement indépendant des métiers comme du contrôle permanent.

La Direction des Risques Groupe fait partie du dispositif de contrôle du Groupe. Elle est directement rattachée à Monsieur Christophe Tadié, gérant du Groupe. La mission de la Direction des Risques est de s'assurer de la bonne gestion des risques au sein du Groupe et plus particulièrement :

- De recenser l'ensemble des risques du Groupe,
- De mettre en œuvre le dispositif de pilotage et de suivi de ces risques et d'établir régulièrement des rapports sur leur nature et leur ampleur à la Direction générale, aux Comités spécialisés et aux autorités de supervision bancaire,
- De contribuer à la définition des politiques de risque en tenant compte des objectifs des métiers et des enjeux de risques correspondants,
- De définir ou valider les méthodes et procédures d'analyse, de mesure, d'approbation et de suivi des risques,
- De s'assurer du respect de l'appétit au risque au niveau du Groupe,
- De consolider les risques au niveau du Groupe,
- D'évaluer les risques de marché, de contrepartie et opérationnels,
- De s'assurer de la fiabilité des paramètres de marché servant à l'élaboration des résultats et des risques,
- De suivre les limites en risques de marché et en risques de contrepartie,
- D'instruire et valider les opérations et limites proposées par les responsables métiers,
- De mettre à jour les cartographies de risques opérationnels et de la mesure de ces derniers,

- De collecter les incidents opérationnels et de suivre les actions menées pour réduire le risque opérationnel.

Des comités Groupe ont, de plus, été créés afin d'assurer la cohérence du dispositif de contrôle interne au sein du Groupe Financière IDAT SAS. Des comités spécialisés ont été créés au sein de ODDO BHF SCA et ODDO BHF SE pour réaliser un suivi opérationnel. L'ensemble de ces comités mentionnés permet à la Direction des Risques de remonter les informations pertinentes en lien avec la gestion des risques aux dirigeants effectifs du Groupe.

5.2 Les risques de crédit et de contrepartie

5.2.1 Le risque émetteurs lie aux positions du portefeuille de trésorerie

Au 31 décembre 2025, l'encours du portefeuille obligataire de la trésorerie est de 3.0 mds d'euros.

Le tableau ci-dessous présente la répartition par note de crédit de l'encours, au prix de marché, au 31 décembre 2025.

Note de crédit	Valeur de marché (en m€)	Distribution
AAA	2 015	68%
AA	740	25%
A	215	7%
BBB	5	0%
Inférieure à BBB	3	0%
Total	2 978	100%

5.2.2 Les risques de l'activité crédit

La mesure et la gestion du risque de crédit sont du ressort d'équipes dédiées au sein du groupe Financière IDAT SAS. Leurs missions consistent notamment à surveiller les expositions et les engagements en matière de risque de crédit, l'analyse de la solvabilité des clients, les décisions de notation et l'approbation des prêts. Ces équipes définissent également les limites, les stratégies de diversification et les politiques de gestion du collatéral. Elles sont responsables, dans la limite de leurs délégations, du processus de décision d'octroi de crédit et se chargent de transmettre les dossiers aux niveaux de délégation supérieurs. Enfin, elles surveillent également le respect des exigences réglementaires relatives aux activités de crédit. Sur le plan organisationnel, une séparation nette a été faite entre le *front-office* et le *back-office*. Cette séparation est respectée dans l'ensemble de la banque.

Le crédit est accordé et les garanties sont contrôlées conformément à la stratégie de gestion du risque de crédit et à la politique de crédit. Un nombre limité de gestionnaires du risque de crédit expérimentés et indépendants des services commerciaux sont autorisés à se prononcer sur les notations et à approuver les engagements de crédit. La délégation repose notamment sur l'expérience du gestionnaire du risque de crédit, sur le segment du client, sur la notation, sur le montant et la durée du prêt, ainsi que sur le type d'opération. En outre, les demandes de prêt qui dépassent les seuils prédéfinis basés sur les notations sont soumises à l'approbation des instances décisionnelles. La mission des gestionnaires de risques de crédit comprend en outre la surveillance continue des risques et l'évaluation des engagements de prêts dont ils sont responsables et peut également inclure la gestion spéciale et la restructuration des prêts à problèmes. La responsabilité du provisionnement des risques incombe au Loan Loss Provision Committee.

Dans la section suivante, les instruments de crédit soumis au risque de crédit sont classés en fonction des niveaux de notation (et selon les modèles de dépréciation IFRS 9) et des secteurs, en fin d'année :

en %	Portefeuille crédits					Portefeuille de trésorerie et dérivés OTC			
	2025	Strate 1	Strate 2	Strate 3	na	2025	Strate 1	Strate 2	na
Lombard	29,10	29,10	-	-	-	-	-	-	-
AAA	16,20	16,00	0,20	-	-	78,80	78,80	-	-
AA	16,00	9,10	0,80	-	6,10	11,20	7,40	-	3,80
A	8,20	7,80	0,40	-	-	8,60	7,30	-	1,30
BBB	17,80	14,20	3,60	-	-	1,10	1,00	-	0,10
BB	5,90	4,50	1,40	-	-	0,10	0,10	-	-
B	1,00	0,80	0,20	-	-	-	-	-	-
CCC et inférieurs	5,80	0,90	-	4,90	-	0,20	0,10	-	0,10
Total	100,00	82,40	6,60	4,90	6,10	100,00	94,70	-	5,30

Secteurs en %	Portefeuille crédits		Portefeuille de trésorerie et dérivés OTC	
	2025	RB 2024	2025	RB 2024
Banques et assurances	47,20	49,20	57,40	59,40
dont: covered bonds et obligations publiques garanties	-	-	47,00	38,40
dont: liquidités à court terme	-	-	-	-
Industrie	10,70	11,00	0,90	0,90
Ménages	22,10	21,30	0,10	-
Administrations publiques	3,80	3,60	40,40	37,60
Commerce	1,20	1,70	-	0,10
Immobilier	2,00	1,20	-	-
Services/autres	13,00	12,00	1,20	2,00
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

5.2.3 Les risques de la banque de financement et d'investissement

- Le risque de Dépôt

Ce risque est lié aux excédents quotidiens de la trésorerie du Groupe (risques de dépôt). Les excédents de trésorerie du Groupe sont déposés sur nos comptes bancaires. Le risque est encadré par le biais de limites par contrepartie.

- Le risque de remplacement

Ce risque est lié aux opérations de couverture effectuées par les métiers dans le cadre de la gestion des risques de marché. Ces opérations sont traitées avec des contreparties bancaires de premier ordre et régies par des conventions-cadres permettant les dépôts de garantie et les appels de marge. Ils sont consolidés et encadrés par des limites spécifiques.

▪ Swap de taux

La Groupe Financière IDAT SAS traite des swaps de taux en couverture des risques de taux.

▪ Swaps de devises, swaps de change et change à terme

Ces opérations sont effectuées soit dans le cadre de la gestion des positions en devises du Groupe, soit dans le cadre du refinancement des positions en devises (principalement en dollars américain) liées à l'activité de ODDO BHF Metals. Le risque de remplacement associé à ces instruments est consolidé avec les autres risques de même nature et encadré par le biais de limites par contrepartie.

▪ Les opérations de Prêt / Emprunt de titres et de pensions livrées

Dans le cadre de ses activités, le Groupe réalise des opérations de prêt, d'emprunt, de prise en pension et de mise en pension de titres. Il peut s'agir d'opérations d'intermédiation où le Groupe intervient en tant qu'intermédiaire entre des prêteurs et des emprunteurs. D'autre part, dans le cadre de la tenue de marché obligataire, le Groupe est amené à prendre des positions vendeuses sur certains titres. Ces positions sont couvertes par des emprunts de titres. Ces opérations de prêt (et d'emprunt) de titres font l'objet de réception (et de versement) de collatéral en espèces en garantie. Le risque de remplacement associé aux prêts et emprunts de titres et aux pensions livrées est consolidé et encadré par le biais de limites par contrepartie.

5.2.4 Les risques liés au négoce de métaux

ODDO BHF Metals est exposé à deux types de risques de contrepartie :

- Le risque de crédit généré par l'octroi de termes de paiement lors de la livraison de marchandises.

Ce risque de crédit est atténué par des contrats d'assurance-crédit couvrant 90 % de l'encours garanti et des garanties parentales. Il est encadré par un système de limites suivi quotidiennement.

- Le risque de remplacement généré par les engagements à prix fixés à l'avance.

Une limite en risque de remplacement est établie par contrepartie, cette dernière étant étroitement liée à la limite de risque de crédit. Le risque évalué est lié à la valorisation au prix de marché des engagements dont le prix est fixé auquel est ajoutée une majoration reflétant l'augmentation potentielle de l'exposition.

5.2.5 Le risque d'intermédiation

Le risque de contrepartie lié à l'activité d'intermédiation est évalué de façon quotidienne afin de répondre aux dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatives aux risques de Règlement / Livraison. Quatre types de clients ont été définis : institutions financières, compagnies d'assurance, sociétés de gestion et *hedge funds*. Pour chacun de ces types de clients, des catégories de limites de risques ont été définies en fonction des qualités de crédit des contreparties.

La Direction des Risques consolide par client les engagements non dénoués. L'exposition en risque est déterminée à partir des plus ou moins-values latentes des positions auxquelles est ajoutée une majoration dépendant du type de produit échangé. Un rapport quotidien est transmis par la Direction des Risques aux parties prenantes.

5.3 Les risques de marché relatifs aux activités de transactions sur instruments financiers

Trois mesures de risque sont calculées :

- La Value at Risk correspond à la perte maximale potentielle engendrée sur 1 jour pour un niveau de confiance de 99%. Le montant de la Value at Risk sur le périmètre groupe des portefeuilles de négociation au 31 décembre 2025 s'élève à 1.1 m€.

- Les scénarios internes de stress test sont des scénarios définis pour mesurer les risques maximums encourus en cas de situation de crise. Ces scénarios sont appliqués de façon quotidienne aux activités pour Compte Propre.

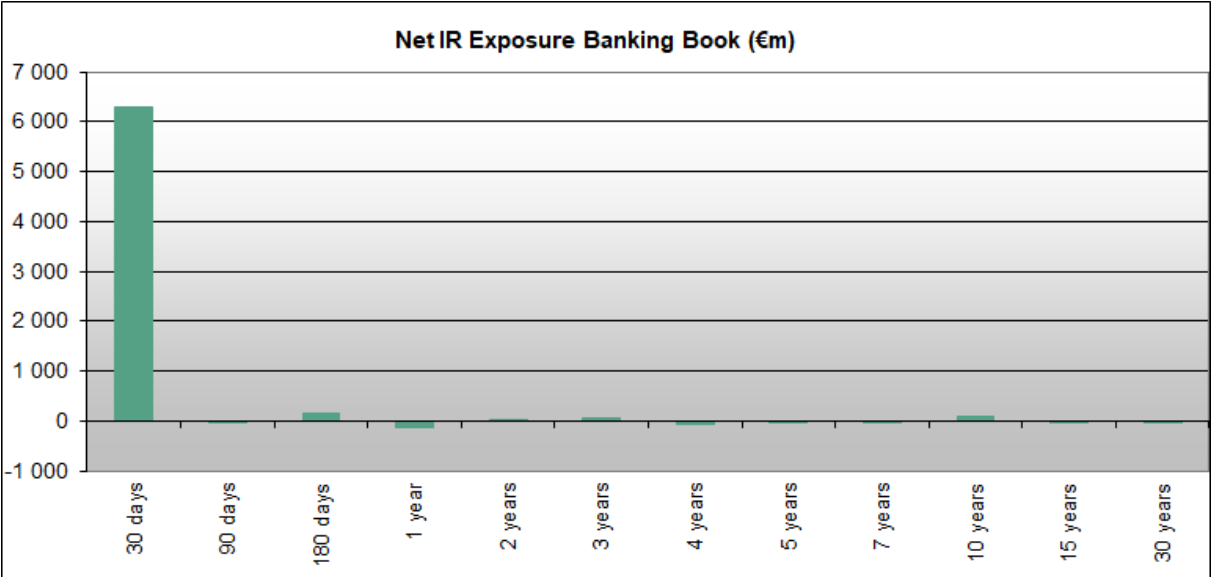
- Les scénarios de risques réglementaires relatifs à l'adéquation des fonds propres aux risques de marché.

5.3.1 Le risque de taux

Le Groupe a défini des stress tests de taux sur la base d'études historiques. Les postes du bilan les plus sensibles au risque de taux sont le portefeuille obligataire, les positions de l'activité de tenue de marché obligataire et les engagements de retraite.

Le groupe Financière IDAT SAS a conduit des analyses et des calculs sur les impacts des changements individuels des courbes de taux d'intérêt et examine les tendances en ce qui concerne les déformations des courbes de taux.

Le portefeuille bancaire du groupe Financière IDAT SAS n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt significatif. Au 31 décembre 2025, l'impact d'une hausse des taux d'intérêts de 200 bps sur le portefeuille bancaire correspond à une perte de 6.3 m€.



5.3.2 Le risque de spread de crédit liés aux positions sur obligations

Le Groupe est exposé au risque de variation du cours des obligations au travers de son portefeuille de Trésorerie, ainsi que par les activités de tenue de marché obligataire. Le risque de crédit de l’activité de tenue de marché obligataire de ODDO BHF SCA est évalué quotidiennement grâce à des limites par émetteur et en global en fonction du rating de l’obligation. Le portefeuille est également encadré par des stress tests de déformation des courbes de spreads de crédit conservateurs compte tenu de l’horizon court terme de détention de ces titres.

Le risque de crédit du portefeuille de trésorerie est très faible car il est essentiellement investi en obligations d’Etat, en obligations financières et en obligations sécurisées.

Les risques de crédit au 31 décembre 2025 représentent un impact de -6.3 m€ pour un stress de 100 bps à la hausse.

5.3.3 Les risques liés aux cours des métaux

Les risques de marché liés au cours des métaux sont les suivants :

- Risque de prix : L’exposition du portefeuille aux variations sur 1 jour des prix LME (à structure constante des prix). Le risque de prix au 31 décembre 2025 était de 18.2 k€ contre 10.9 k€ au 31 décembre 2024.
- Risque de prime (base) : L’exposition à une variation du montant de la prime qui correspond au différentiel de valorisation entre le métal physique et la référence du marché à terme du LME, mesuré sur un mois. Le risque de prime au 31 décembre 2025 était de 2.4 m€ contre 4.6 m€ au 31 décembre 2024.

Partant des limites en tonnes, la Direction des Risques calcule ces risques de marché par le calcul de stress tests développés en interne et basés sur des variations historiques maximum constatées sur un mois (un jour pour la variation du prix LME).

5.3.4 Les risques de cours actions

Le Groupe est exposé au risque de variation du cours des actions au travers des activités de marché *Specialist Floor Equity* chez ODDO BHF SE – *Securities Trading Frankfurt* et *Facilitation Action* chez ODDO BHF SCA.

Au 31 décembre 2025, la trading VaR du groupe pour le risque action était de 0.02 m€.

5.3.5 Les risques de change

Le risque de change généré par les activités du Groupe est un risque résiduel car il est couvert sur le marché à terme à l’initiation des positions ou sur une base quotidienne dans le cas des activités ODDO BHF Metals. Les résultats en devise sont couverts mensuellement.

Contributions des devises au bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	13 331 827	13 331 827	12 822 155	12 822 155
USD	995 313	995 313	1 196 828	1 196 828
GBP	60 783	60 783	51 258	51 258
JPY	13 847	13 847	11 490	11 490
Autres devises	391 779	391 779	288 628	288 628
Total	14 793 549	14 793 549	14 370 359	14 370 359

5.4 Les risques opérationnels

De par ses activités, (réception et exécution d’ordres pour compte de tiers, tenue de marché, prêt à la clientèle, analyse financière, gestion collective, gestion privée, tenue de compte conservation, négoce de métal, corporate finance, etc.), ODDO BHF est exposé aux risques opérationnels.

La gestion des risques opérationnels est assurée par plusieurs acteurs situés au sein des lignes métiers / fonctions supports et au niveau du groupe :

- La Direction des Risques du Groupe : dirigée par le Group Chief Risk Officer, la Direction des Risques du Groupe est chargée de veiller à la cohérence des politiques de gestion des risques opérationnels entre les différentes directions des risques locales et de la consolidation des données
- Le Département de Risque Local : l’équipe de risque opérationnelle de chaque entité rapporte directement au responsable du Département de Risque Local. Ces équipes

sont responsables de :

- La rédaction et diffusion des procédures régissant la gestion du risque opérationnel au sein de chaque entité du groupe Financière IDAT SAS,
- L'administration de l'outil de gestion des risques d'entreprise du Groupe (ci-après GECCO) : gestion de la base de données des utilisateurs, saisie du plan de contrôle et des cartographies des risques de chaque ligne métier/ fonction support dans l'outil.
- L'analyse et la validation de chaque incident opérationnel dans GECCO,
- La formation des équipes opérationnelles à l'utilisation de GECCO,
- S'assurer que les membres du comité de direction (Collège de la Gérance, Vorstand) sont informés dans les 48h suivant l'identification, des incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€,
- Analyser les comptes d'erreur pour détecter les incidents opérationnels non enregistrés dans GECCO
- Contacter les collaborateurs en charge de la présentation en Operational Risk Committee des incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€,
- Organiser et valider, en collaboration avec les métiers, la création et la mise à jour des cartographies des risques de manière régulière,
- Organiser la présentation des cartographies des risques opérationnels en Operational Risk Committee.
- Organiser le suivi des plans d'action relatifs aux incidents opérationnels et aux cartographies des risques renseignés dans GECCO,
- Communiquer aux membres de l'Operational Risk Committee des informations relatives au risque opérationnel,
- Communiquer aux autorités de régulation les informations relatives au risque opérationnel,
- Toute autre mission ad hoc visant à renforcer le système de contrôle des risques opérationnels au sein du Groupe.

• Chief Operating Officer (COO) ou le responsable des fonctions support : Le COO est, au sein des secteurs d'activité, le représentant compétent de la Direction des Risques Locale dans le cadre de la gestion des risques opérationnels. Il doit veiller à ce que les procédures régissant les risques opérationnels soient respectées par les équipes opérationnelles. Il en va de même pour les responsables des fonctions support. Ils doivent s'assurer que :

- La création / la mise à jour des cartographies des risques est effectuée régulièrement et en collaboration avec l'équipe des risques opérationnels de la Direction des Risques Locale avant validation lors de l'Operational Risk Committee en présence du responsable de l'activité, le cas échéant.
- Les incidents sont saisis dans GECCO, conformément aux principes énumérés dans la politique de collecte des incidents opérationnels.
- Les incidents dont l'impact est supérieur à 10 k€ sont notifiés en fonction des exigences locales répertoriées dans la Politique de collecte des incidents opérationnels,
- Le plan de contrôle est en place et est communiqué à l'équipe de gestion des risques opérationnels de la Direction des Risques Locale pour l'intégration des contrôles clés dans GECCO. La liste des employés effectuant les contrôles et saisissant les résultats dans l'outil doit également être transmise,
- Des plans d'action sont mis en place et saisis dans GECCO après la présentation d'incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€ ou de cartographies des risques lors de l'Operational Risk Committee afin de réduire les faiblesses identifiées. L'Operational Risk Committee doit valider les plans d'action liés aux incidents opérationnels ou aux cartographies des risques.

Il est important de noter qu'en raison des exigences réglementaires, le CRO d'OBAM SAS, responsable du service de contrôle des risques d'OBAM SAS, assume également les responsabilités susmentionnées.

5.5 Le risque de liquidité

La gestion et le contrôle des risques de liquidité sont assurés de façon quotidienne par le département de Trésorerie de ODDO BHF.

Au 31 décembre 2025, les ratios de liquidité Bale III consolidés s'établissent à 189% pour le LCR et 192% pour le NSFR.

5.6 Exposition au risque souverain

Le Groupe Financière IDAT SAS détenait au 31 décembre 2025 des obligations émises ou garanties par le gouvernement Allemand et les Etats Fédéraux Allemands pour un nominal de 1 194 M€ et une valorisation de 1 148 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Français pour un nominal de 145 M€ et une valorisation de 138 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Irlandais pour un nominal de 0.4 M€ et une valorisation de 0.4 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Belge pour un nominal de 53 M€ et une valorisation de 48 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Autrichien pour un nominal de 52 M€ et une valorisation de 45 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Espagnol pour un nominal de 26 M€ et une valorisation de 27 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Italien pour un nominal de 25 M€ et une valorisation de 26 M€, et des obligations émises ou garanties par le gouvernement Néerlandais pour un nominal de 4 M€ et une valorisation de 4 M€.

5.7 Evolution des échéanciers des actifs et passifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2025							
	Jusqu'à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	186 431	-	-	-	-	-	-	186 431
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	15 530	28 680	45 882	43 880	133 930	142 936	749 674	1 160 512
Instruments dérivés de couverture	214	268	2 109	3 679	6 498	10 373	-	23 141
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	28 456	24 099	173 728	383 753	1 306 512	1 041 063	-	2 957 611
Actifs financiers au coût amorti	1 006	-	2 018	4 583	6 979	-	-	14 586
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	3 645 808	75 517	218 598	101 063	97 020	109 103	-	4 247 109
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3 289 041	165 768	270 832	393 984	75 937	520 215	-	4 715 777
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total emplois	7 166 486	294 332	713 167	930 942	1 626 876	1 823 690	749 674	13 305 167
Banques centrales	42 332	-	-	-	-	-	-	42 332
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	28 107	18 593	17 229	10 042	9 974	68 043	6 262	158 250
Instruments dérivés de couverture	-	-	426	1 808	10 321	2 442	-	14 997

Dettes envers les établissements de crédit	1 805 371	31 608	78 790	7 949	106 437	466 391	-	2 496 546
Dettes envers la clientèle	8 381 966	211 435	184 583	23 765	27 125	256 182	131 565	9 216 621
Dettes représentées par un titre	22 270	8 622	15 511	2 375	3 548	-	-	52 326
Dettes subordonnées	-	-	4 855	-	-	150 000	-	154 855
Total ressources	10 280 046	270 258	301 394	45 939	157 405	943 058	137 827	12 135 927

(en milliers d'euros)	31/12/2024							
	Jusqu'à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	221 091	-	-	-	-	-	-	221 091
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	44 804	20 654	33 490	41 869	106 946	102 777	640 047	990 587
Instruments dérivés de couverture	1 398	70	1 302	3 073	21 525	1 817	-	29 185
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	57 125	110 352	149 425	291 887	935 589	466 407	-	2 010 785
Actifs financiers au coût amorti	2 004	2 175	4 011	2 965	-	-	-	11 155
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	6 397 477	208 546	331 672	172 763	135 794	131 724	-	7 377 976
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 245 368	116 179	153 870	188 623	87 584	450 406	-	2 242 030
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total emplois	7 969 267	457 976	673 770	701 180	1 287 438	1 153 131	640 047	12 882 809
Banques centrales	10 338	-	-	-	-	-	-	10 338
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	34 228	7 247	12 864	9 527	57 097	25 137	6 312	152 412
Instruments dérivés de couverture	-	-	4 647	10 086	1 752	-	-	16 485
Dettes envers les établissements de crédit	1 854 783	19 582	56 033	29 219	185 072	369 903	-	2 514 592
Dettes envers la clientèle	8 037 878	286 802	159 860	14 657	39 639	205 088	115 086	8 859 010
Dettes représentées par un titre	21 835	107 219	41 732	1 658	-	-	-	172 444
Dettes subordonnées	12 541	-	4 855	-	-	150 000	-	167 396
Total ressources	9 971 603	420 850	279 991	65 147	283 560	750 128	121 398	11 892 677

Note 6 – Engagements de garantie et de financement

6.1 Engagements donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	2 883 037	2 883 883
Engagements en faveur d'établissements de crédits	272 629	463 935
Engagements en faveur de la clientèle	2 610 408	2 419 948
Engagements de garantie	41 056	52 071
Engagements en faveur d'établissements de crédits	1 493	1 399
Engagements en faveur de la clientèle	39 563	50 672
Engagements sur titres	2 351 601	179 852
Titres à livrer	2 340 759	166 812
Fonds Private Equity-Capital non délivré	10 842	13 040
Autres engagements	894 044	891 426
Autres valeurs affectées en garantie	894 044	891 426
Engagements en faveur d'autres entreprises financières	-	-
Total	6 169 738	4 007 232

6.2 Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	2 161 407	1 988 781
Engagements reçus d'établissements de crédits	539 465	387 741
Engagements reçus de la clientèle	1 621 942	1 601 040
Engagements de garantie	936 297	851 596
Engagements reçus d'établissements de crédits	-	-
Engagements reçus de la clientèle	936 297	851 596
Engagements sur titres	13 573	12 539

Titres à recevoir	13 573	12 539
Fonds Private Equity-Capital non délivré	-	-
Autres engagements	91 678	56 306
Total	3 202 955	2 909 222

Note 7 – Informations complémentaires**7.1 Juste valeur des instruments financiers évalués au coût amorti**

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	4 247 109	4 249 597	7 377 976	7 392 448
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	4 715 777	4 719 928	2 242 030	2 250 153
Titres de dette, au coût amorti	14 586	14 605	11 155	11 216
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	2 496 546	2 488 837	2 514 592	2 512 114
Dettes envers la clientèle	9 216 621	9 208 144	8 859 010	8 855 725
Dettes représentées par un titre	52 326	52 326	172 444	172 444
Dettes subordonnées	154 855	154 855	167 396	167 396
Autres passifs financiers	-	-	-	-

Les justes valeurs sur les instruments financiers évalués au coût amorti sont déterminées selon des techniques de valorisation basées sur des données de marché pour les dettes obligataires. Les certificats de dépôts ne sont pas ajustés compte tenu de leur faible durée.

Présentation de la juste valeur des instruments financiers évalués au coût amorti par niveau :

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Prix de marché cotés	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables	Total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	1 340 388	2 909 209	4 249 597
Prêts et créances sur la clientèle	-	2 036 542	2 683 386	4 719 928
Titres de dette au coût amorti	14 605	-	-	14 605
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	1 392 837	1 096 000	2 488 837
Dettes envers la clientèle	-	6 444 318	2 763 826	9 208 144
Dettes représentées par un titre	-	49 300	3 026	52 326
Dettes subordonnées	-	-	154 855	154 855

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Prix de marché cotés	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables	Total
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	1 480 395	5 912 053	7 392 448
Prêts et créances sur la clientèle	-	845 776	1 404 376	2 250 152
Titres de dette au coût amorti	11 216	-	-	11 216
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	1 397 678	1 114 436	2 512 114
Dettes envers la clientèle	-	6 273 103	2 582 622	8 855 725
Dettes représentées par un titre	-	167 145	5 299	172 444
Dettes subordonnées	-	-	167 396	167 396

7.2 Ventilation du bilan en éléments courants et non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Actif				
Caisse, Banques centrales, CCP	186 431	-	221 091	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	839 766	320 746	738 995	251 592
Instruments dérivés de couverture	2 591	20 550	2 770	26 415

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	226 283	2 731 328	316 902	1 693 883
Actifs financiers au coût amorti	3 024	11 562	8 190	2 965
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	3 939 923	307 186	6 937 695	440 281
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3 725 641	990 136	1 515 417	726 613
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-
Total	8 923 659	4 381 508	9 741 060	3 141 749
Passif				
Banques centrales	42 332	-	10 338	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	70 191	88 059	60 651	91 761
Instruments dérivés de couverture	426	14 571	4 647	11 838
Dettes envers les établissements de crédit	1 915 769	580 777	1 930 398	584 194
Dettes envers la clientèle	8 909 549	307 072	8 599 626	259 384
Dettes représentées par un titre	46 403	5 923	170 786	1 658
Dettes subordonnées	4 855	150 000	17 396	150 000
Total	10 989 525	1 146 402	10 793 842	1 098 835

7.3 Participations

7.3.1 Périmètre de consolidation

Dénomination	31-déc-25			31-déc-24		
	Méthode	Contrôle	Intérêts	Méthode	Contrôle	Intérêts
FINANCIERE IDAT SAS (Paris)	Mère	100,00%	100,00%	Mère	100,00%	100,00%
ODDACE (Paris)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF PARTNERS (Paris)	IG	48,21%	48,21%	IG	39,46%	39,46%
FIDAT VENTURE (Paris)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF S.C.A (Paris)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF ASSET MANAGEMENT S.A.S (Paris)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO MADELEINE S.A (Paris)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF NEW YORK CORPORATION (New York)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF TUNIS S.A (ex Oddo Tunis) (Tunis)	IG	59,45%	59,45%	IG	59,05%	59,05%
ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER (Paris)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF SE (Francfort)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF Belgium S.A (Bruxelles)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF Private Debt RAIF-Subfund I (Luxembourg)	IG	21,07%	21,07%	IG	20,93%	20,93%
ODDO BHF New Infrastructure Opportunities II (Paris)	IG	19,95%	19,95%	NC	-	-
ODDO BHF CORPORATE FINANCE PARTNERS SCA (Paris)	IG	59,47%	59,47%	NC	-	-
ODDO BHF CORPORATE FINANCE PARTNERS GmbH (Francfort)	IG	59,47%	59,47%	NC	-	-
ODDO BHF CORPORATE FINANCE PARTNERS GmbH (Vienna)	IG	59,47%	59,47%	NC	-	-
LA BANQUE PRIVEE SAINT GERMAIN (Paris)	NC	-	-	IG	59,07%	59,07%
QUILVEST BANQUE PRIVEE FINANCE (Paris)	NC	-	-	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF DATA DRIVEN (Dublin)	NC	-	-	IG	42,14%	42,14%
ODDO BHF UK Limited (Londres)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
GENERATION VIES.A (Paris)	MEE	28,25%	28,25%	MEE	28,06%	28,06%
COGEFI S.A (Paris)	MEE	12,29%	12,29%	MEE	20,08%	20,08%
COGEFI GESTION (Paris)	MEE	12,29%	12,29%	MEE	20,08%	20,08%
ABN AMRO ODDO BHF B.V (Amsterdam)	MEE	29,74%	29,74%	MEE	29,53%	29,53%
BHF Immobilien-GmbH (Francfort)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
BHF Private Equity Treuhand- und Beratungsgesellschaft mbH (Francfort)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
BHF-Betriebsservice GmbH (Francfort)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
Frankfurter Vermögens-Treuhand Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Francfort)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF Asset Management Lux (Munsbach)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
Industrie-Beteiligungs-Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Francfort)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF Asset Management GmbH (Düsseldorf)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF (Schweiz) AG (Zurich)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%
ODDO BHF Solutions GmbH (Saarbrücken)	IG	59,47%	59,47%	IG	59,07%	59,07%

Les évolutions de périmètre au 31 décembre 2025 sont les suivantes :

- Fusion des sociétés Quilvest Banque Privée Finance et ODDO BHF Asset Management SAS en date du 24/01/2025 avec effet rétroactif au 01/01/2025.
- Création de la société ODDO BHF Corporate Finance Partners SCA le 04/07/2025, intégralement détenue par ODDO BHF SCA.
- Création de la société ODDO BHF Corporate Finance Partners GmbH basée à Francfort le 01/08/2025, intégralement détenue par ODDO BHF Corporate Finance Partners SCA.
- Création de la société ODDO BHF Corporate Finance Partners GmbH basée à Vienne le 06/10/2025, intégralement détenue par ODDO BHF Corporate Finance Partners SCA.

7.3.2 Sociétés non consolidées

Au 31 Décembre 2025, les principales participations non consolidées pour lesquelles le pourcentage de contrôle est supérieur à 20% sont présentées dans le tableau ci-dessous. Ces participations ne sont pas significatives au regard des comptes consolidés.

Dénomination	31-déc-25		31-déc-24	
	Contrôle	Intérêts	Contrôle	Intérêts
Ponza	-	-	100,00%	100,00%
IDAT Entertainment	-	-	49,00%	49,00%
IDAT Patrimoine	50,20%	50,20%	50,20%	50,20%
ACACIA BAKETE CAPITAL	85,01%	85,01%	85,01%	85,01%
CETUS / FLYING WHALES	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
Belvall Holdings SA	44,66%	44,66%	44,36%	44,36%
ODDO BHF Private Equity GP	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Private Equity Lux GP	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Private Equity Lux GP II	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Secondaries Fund II GP	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Venture Capital Lux GP	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Venture Capital Fund GP	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Environmental Opportunities II GP	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Environmental Opportunities II Lux GP	59,47%	59,47%	-	-
ODDO BHF Opportunités Stratégiques GP	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Strategic Opportunities GP	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF CORPORATE FINANCE PARTNERS (Schweiz) GmbH (Zurich)	59,47%	59,47%	-	-
BHF Private Equity Management GmbH (Francfort)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Family Office GmbH (Francfort)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
Frankfurter Beteiligungs-Treuhand GmbH (Francfort)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Financial Advisor AG (Zurich)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Mittelstand Unitranche Co-Investment GP S.à r.l. (Munsbach)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Private Assets GP SARL (Munsbach)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Senior Loan Fund II GP SARL (Munsbach)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Senior Loan Fund II RAIF SCA SICAV (Munsbach)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
Office Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbH (Francfort)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
US Real Estate Beteiligungs GmbH (Francfort)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%
ODDO BHF Family Office AG (Zurich)	59,47%	59,47%	59,07%	59,07%

7.3.3 Titres de participation

Les titres de participation n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Dénomination	31-déc-25		31-déc-24	
	Contrôle	Intérêts	Contrôle	Intérêts
AB Sciences	0,15%	0,15%	0,23%	0,23%
Theravectys	3,76%	3,26%	5,11%	5,11%
Youscribe	1,31%	1,31%	3,81%	3,81%
Babyloan (ex ABC Microfinance)	4,41%	4,41%	4,41%	4,41%
Inatherys	8,20%	7,80%	8,79%	8,79%
Aurickx Investissement	4,20%	4,20%	3,01%	3,01%
Les amis de l'opinion	1,98%	1,98%	1,98%	1,98%
YO YO	17,47%	17,47%	17,47%	17,47%
Moderna Therapeutics	0,01%	0,01%	0,00%	0,00%
Cardiawave	0,15%	0,15%	6,52%	6,52%
IDAT Maura	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
Medicaïm	10,63%	10,63%	10,63%	10,63%
Le Homard Bleu	16,07%	16,07%	16,07%	16,07%
Vista Mare	5,01%	5,01%	5,09%	5,09%
Urgence Docteur	8,88%	8,88%	11,34%	11,34%
ZIWIG	4,40%	3,30%	6,67%	6,67%
Superlative Nutrition	6,60%	6,07%	6,60%	6,60%
Alpha Intelligence Capital GP	14,87%	14,87%	14,87%	14,87%
Wizbii S.A.S	17,58%	17,58%	17,58%	17,58%
Buy Co	-	-	5,89%	5,89%
Qashflo (ex C2 Capital S.A.S)	12,69%	12,69%	12,60%	12,60%
Coin House	3,74%	3,74%	3,72%	3,72%

7.4 Parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés consolidées, les sociétés exerçant une influence notable sur le Groupe, ainsi que le collège de la gérance.

Les transactions opérées entre Financière IDAT SAS et les parties qui lui sont liées sont réalisées aux conditions de marché prévalant au moment de la réalisation de ces

transactions.

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

La liste des sociétés consolidées du Groupe est présentée dans la note 7.3. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans les tableaux suivants les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent :

- les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint pour la part non éliminée en consolidation (cas non applicable)
- celles sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, mises en équivalence,
- les sociétés qui exercent une influence notable sur le Groupe
- les sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation mais non présentées dans les comptes consolidés du Groupe.

Encours des opérations réalisées avec les parties liées

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence
Actif				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	46 819	-	44 840	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-
Autres actifs	-	108	-	287
Total	-	108	-	287
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	36 578	-	42 257
Autres passifs	131	191	201	387
Total	131	36 769	201	42 644
Engagements de garantie et de financement				
Engagements donnés	-	-	-	-
Engagements reçus	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Eléments de résultats relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence
Intérêts et produits assimilés	1 049	-	2 232	-
Intérêts et charges assimilés	-2	-	-9	-
Commissions (produits)	-	37 707	-	38 547
Commissions (charges)	-	-4 408	-	-3 133
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Produits des autres activités	-	601	-	735
Charges des autres activités	-	-	-	-
Charges générales d'exploitation	-	-	-	-
Total	1 047	33 900	2 223	36 149

Rémunération du collège de la gérance

(en milliers d'euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Rémunérations fixes	-7 772	-6 400
Rémunérations variables	-9 979	-10 182
Dont plans d'options de souscription d'actions		
Dont plans d'attribution d'actions gratuites	-202	-658
Dont droits d'acquérir directement des actions		
Intéressement et participation		
Total	-17 751	-16 582

Note 8 – Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des commissaires aux comptes des sociétés du groupe Financière IDAT SAS, intégrées globalement, comptabilisés dans le résultat 2025 est donnée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	PWC		Deloitte		Autres	
	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024
Audit						
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	3 217	3 075	378	518	421	175
- Services autres que la certification des comptes	1 411	1 574	306	-	16	3
- Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	300	296	-	-	-	-
Total	4 928	4 945	684	518	437	178

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit France figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 1 568K€, dont 667 K€ au titre de la mission de certification des comptes de Financière IDAT SAS et ses filiales, 601 K€ au titre de services autres que la certification des comptes (Rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise, procédures convenues, consultations réglementaires) et 300K€ au titre de la certification des informations en matière de durabilité.

Le montant total des honoraires de Deloitte France figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 684 K€, dont 378 K€ au titre de la mission de certification des comptes de Financière IDAT SAS et ses filiales, et 306 K€ au titre de services autres que la certification des comptes.

Note 9 – Evènements postérieurs à la clôture

L'escalade récente du conflit au Moyen-Orient intervenue à compter du 28 février 2026 constitue un évènement postérieur à la clôture sans incidence sur les comptes. L'impact direct du conflit concerne en première ligne les activités internationales d'ICBFX d'une part et l'activité Metals de l'autre. Les effets indirects dépendront surtout de sa durée et de son impact sur l'économie mondiale. À ce stade, nous anticipons un conflit limité dans le temps et sans impact significatif sur notre situation financière. Nous resterons néanmoins attentifs à son évolution compte tenu du niveau d'incertitude élevé.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Aux associés
Financière IDAT
12 boulevard de la Madeleine 75009 Paris

Opinion
En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société Financière IDAT relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.
L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821 -53 et R.821 -180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation du risque de crédit relatif aux activités de financement du Groupe

Risque identifié	Notre réponse
------------------	---------------

<p>Dans le cadre de ses activités de financement, le Groupe est exposé au risque de crédit. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, il constitue des dépréciations destinées à couvrir les pertes attendues.</p> <p>Nous avons considéré ce point comme un élément clé de l'audit en raison de la matérialité des expositions et du niveau de jugement requis pour déterminer les pertes attendues et les paramètres de risque associés.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituait un point clé de notre audit.</p> <p><i>Le montant des encours de prêts et créances enregistrés au coût amorti est de 8 976 M€ au 31 décembre 2025.</i></p> <p><i>Les dépréciations correspondantes s'élèvent à 14 M€ :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 M€ sur les encours sains et dégradés (strates 1 & 2) - 6 M€ sur les encours douteux (strate 3 & POCL) <p><i>Se référer à la note 2.14 « Dépréciations et Provisions »</i></p>	<p>Nous avons évalué le caractère approprié de la conception des contrôles clés liés au calcul des pertes de crédit attendues, ainsi que leur efficacité opérationnelle.</p> <p>Nous avons examiné les hypothèses, les méthodologies retenues par le Groupe pour estimer le montant des pertes de crédits attendues et en particulier les ajustements spécifiques apportés pour prendre en compte les effets du contexte actuel d'incertitude.</p> <p>Sur la base d'une sélection de dossiers de crédit, nous avons examiné les analyses menées par le Groupe pour estimer les flux de trésorerie futurs et déterminer le niveau de pertes attendues. Nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance de la documentation disponible sur la situation financière des sociétés concernées et à apprécier le caractère raisonnable de la valorisation retenue pour les sûretés et les hypothèses utilisées par le Groupe pour apprécier le risque de crédit résiduel de ces expositions au regard du contexte actuel d'incertitude.</p> <p>Enfin, nous avons examiné les informations données au titre de l'évaluation du risque de crédit sur les actifs au coût amorti dans l'annexe aux comptes consolidés.</p>
---	--

Reconnaissance comptable et calcul des commissions de surperformance

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités de gestion d'actifs et de banque privée, le Groupe Oddo BHF perçoit des commissions de surperformance calculées selon les dispositions contractuelles de certains Organismes de Placement Collectif (ci-après « OPC ») ou mandats de gestion.</p> <p>Ces commissions variables sont déclenchées lorsqu'un indice de référence préalablement défini atteint un certain seuil à l'issue de la période de calcul. Elles sont comptabilisées en résultat à l'échéance de la période contractuelle de calcul qui est généralement de 12 mois mais peut aller au-delà.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des commissions de surperformance constituait un point clé de l'audit du fait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de leur importance relative, de la complexité de leur estimation liée notamment à la diversité des données utilisées et à la disparité des dates de clôtures des OPC, - des risques opérationnels liés à leur calcul, - de la périodicité de calcul retenue pour chacun des OPC qui peut être différente - de son exercice social, de l'incertitude pesant sur la recouvrabilité de certaines commissions estimées à l'issue de la période de calcul. <p><i>Se référer à la note 1.6.5 b des états financiers consolidés.</i></p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des commissions de surperformance. Sur la base d'un échantillon de fonds et de mandats, nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifier la concordance des calculs de commissions de surperformance avec la méthode définie dans le prospectus des fonds ou contrats de gestion sous mandat concernés, - rapprocher les montants calculés par les valorisateurs externes des fonds aux montants comptabilisés, - procéder à un recalcul des montants de commissions selon les modalités précisées dans les contrats, - vérifier le correct rattachement des commissions à l'exercice de comptabilisation, - le cas échéant, vérifier le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'estimation des commissions recouvrables. <p>Enfin, nous avons examiné les informations relatives à l'évaluation des commissions de surperformance figurant dans l'annexe des comptes consolidés.</p>

Valorisation des actifs et passifs de l'activité Oddo BHF Metals

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au sein de ses métiers de Banque d'investissement, Oddo BHF a développé une activité d'intermédiaire sur les métaux non ferreux (aluminium notamment).</p> <p>Dans le cadre de cette activité, la société est amenée à détenir des stocks physiques, à négocier des contrats à terme physiques et à mettre en place des instruments de couverture (contrats d'achat ou vente à terme sur le LME, dérivés de change notamment).</p> <p>Au regard de l'importance relative des positions et des spécificités de cette activité, nous avons considéré que l'existence des stocks physiques et la valorisation des différentes positions de cette activité constituait un point clé de l'audit.</p> <p><i>Le stock de métaux non ferreux s'élève à 347 M€ au 31.12.2025.</i></p> <p><i>Se référer à la note 2.10 « Autres Actifs et Passifs ».</i></p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la société pour l'évaluation et la comptabilisation des positions de l'activité Oddo BHF Metals. Nous avons notamment examiné les contrôles clés mis en œuvre par la société, en particulier ceux liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réconciliation des positions avec les contreparties externes (tiers détenteurs de stocks), - les contrôles afférents à la cohérence des positions entre les systèmes de gestion et la comptabilité. - la vérification des paramètres de valorisation des stocks physiques et instruments financiers, <p>En complément, nous avons réalisé les tests suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nous avons procédé, sur base d'échantillon, à des demandes de confirmation externe par les tiers détenteurs des stocks physiques pour le compte de la société au 31 décembre 2025, • nous avons testé les contrôles d'inventaire des stocks en consignation chez les clients • nous avons réalisé des tests de détail sur les opérations d'achats et de ventes de métaux en comparant les écritures comptables avec les bons de commandes et de livraisons, les factures correspondantes et les paiements effectués et reçus, • nous avons testé par sondage la pertinence des paramètres de marché (notamment cours LME, primes) retenus au 31 décembre 2025 pour la valorisation des stocks physiques et des positions sur instruments à terme en les confrontant à des données <p>externes.</p>

Contrôles généraux informatiques

Risque identifié	Notre réponse
------------------	---------------

<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes du groupe d'Oddo BHF.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux principales chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière a été considérée comme constituant un point clé de notre audit au regard de certaines déficiences de contrôle interne affectant notamment la gestion des accès aux systèmes d'informations identifiées lors de précédents exercices et faisant l'objet de plans de remédiation.</p>	<p>Nos travaux ont principalement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La gestion des accès aux applications, aux systèmes d'exploitation et aux bases de données intervenant dans l'élaboration de l'information financière. Nous avons revu et testé : <ul style="list-style-type: none"> • les procédures pour la création, la modification, la désactivation et l'annulation de droits d'accès, ainsi que la revue de ces droits d'accès par les responsables métiers, • la procédure de surveillance de comptes à hauts privilèges, • le respect de la politique du groupe en matière de sécurité des mots de passe et la correcte séparation des tâches. - La gestion des changements et développements relatifs aux applications. - La gestion de l'exploitation informatique : <ul style="list-style-type: none"> • procédures de sauvegarde et de restauration des données, • procédures d'identification et de traitement des erreurs de production. <p>Lorsque les résultats de ces tests de contrôles ne se sont pas révélés satisfaisants sur l'ensemble de l'exercice, nous avons identifié et testé certains contrôles compensatoires ou mené des travaux complémentaires.</p>
---	--

Evaluation des titres de participations non-côtés

<i>Risque identifié</i>	<i>Notre réponse</i>
<p>Dans le cadre de son activité de holding, le Groupe Financière IDAT détient un portefeuille de participations non cotées. Ces titres sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. En date d'arrêté, les variations de juste valeur sont présentées sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat.</p> <p>Compte tenu des encours significatifs détenus au bilan, et de la part de jugement nécessaire à la Direction pour estimer la juste valeur de ces titres, nous avons considéré l'évaluation de ces titres comme un point clé de notre audit</p> <p>La juste valeur des titres de participations au 31 décembre 2025 est de 106 millions d'euros Se référer aux notes 1.6.2, 2.1 et 3.5 des états financiers consolidés.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - actualiser, par entretiens, notre compréhension des procédures mises en place par la Direction afin d'évaluer le caractère approprié des méthodes d'évaluation utilisées ; - contrôler, par sondages, les agrégats financiers retenus dans l'estimation de la valeur d'utilité des titres en les rapprochant des bilans et comptes de résultat de clôture des entités évaluées ; - tester, sur la base d'échantillons, l'exactitude mathématique des calculs de juste valeur réalisés ; - examiner les informations relatives aux titres de participation publiées en annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Financière IDAT par votre assemblée générale du 30 mai 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 21 mai 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 14^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 12^{ème} année, dont respectivement 4 années depuis que la société est devenue une entité d'intérêt public en application du 6° du III de l'article L.820-1 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

En application de la loi, nous vous signalons qu'en raison de la date de tenue des instances de gouvernance, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais légaux.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble

ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 mai 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Ridha Ben Chamek

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel

VIII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est à la disposition du public au siège de la société.